



# **CONTRAT DE CONSTRUCTION POUR PETITS TRAVAUX**

## **CONDITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT**

Version 1.1 | 2024

© 2024 UNOPS – Tous droits réservés

L'UNOPS est le titulaire des droits d'auteur de la présente publication modifiée.

Le présent contrat a été rédigé par UNOPS et s'appuie sur des éléments de la deuxième édition (2017) et de la première édition (1999) des « livres rouges » sur les contrats de construction publiés par la Fédération internationale des ingénieurs-conseils (FIDIC). Le présent contrat est rédigé sous licence de la FIDIC et avec l'autorisation de celle-ci. Il est réservé à une utilisation exclusive selon les termes du contrat de licence. Par conséquent, aucune partie de ce contrat ne peut être copiée, reproduite, traduite, adaptée, stockée dans un système de récupération ou transmise, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, par voie mécanique ou électronique, magnétique, photocopie, enregistrement ou autre, excepté en conformité avec les termes du contrat de licence, sans autorisation écrite préalable.

La demande d'autorisation doit être adressée à :

Groupe des infrastructures et de la gestion de projet (IPMG) de l'UNOPS  
Copenhague, Danemark : [ipmg.publications@unops.org](mailto:ipmg.publications@unops.org)

Le présent contrat n'est pas approuvé par la FIDIC. La FIDIC ne saurait être tenue responsable de l'exactitude, de l'exhaustivité, de l'adéquation ou autre de ce contrat ou de ses traductions.

**Concernant l'utilisation :** les Conditions générales du Contrat ne doivent pas être modifiées. Si l'une quelconque des Conditions générales doit être modifiée, elle doit l'être séparément en vertu des Conditions particulières du Contrat, avec l'approbation du Groupe des services juridiques de l'UNOPS.

Afin de vous assurer qu'il s'agit de la version la plus récente du Contrat, veuillez consulter la version disponible en ligne à l'adresse [www.unops.org](http://www.unops.org) et sur l'intranet de l'UNOPS.

# TABLE DES MATIÈRES

<b>1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>7</b>
1.1 Définitions	7
1.2 Interprétation	18
1.3 Notifications et autres communications	19
1.4 Langue du contrat	20
1.5 Degré de priorité des documents	20
1.6 Respect des Lois	21
1.7 Cession ou novation	22
1.8 Retard dans la fourniture de Pièces graphiques ou d'instructions	22
1.9 Documents et informations confidentiels	22
1.10 Licences et droits de propriété relatifs à l'utilisation des Documents du Maître d'ouvrage et de l'Entrepreneur	24
1.11 Responsabilité solidaire	26
1.12 Intégralité de l'accord et avenants	26
1.13 Publicité et utilisation du nom ou de l'emblème du Maître d'ouvrage et des Nations Unies	26
1.14 Privilèges et immunités	27
1.15 Taxes et droits de douane	27
1.16 Données personnelles	27
<b>2 LE MAÎTRE D'OUVRAGE</b>	<b>29</b>
2.1 Droit d'accès au Site	29
2.2 Assistance	29
2.3 Matériaux fournis par le Maître d'ouvrage, Équipements du Maître d'ouvrage et Installations du Maître d'ouvrage	29
2.4 Instructions du Maître d'ouvrage	29
<b>3 LE REPRÉSENTANT DU MAÎTRE D'OUVRAGE</b>	<b>31</b>
3.1 Représentant du Maître d'ouvrage	31
3.2 Assistants du Représentant du Maître d'ouvrage	31
3.3 Instructions et approbations	31
<b>4 L'ENTREPRENEUR</b>	<b>32</b>
4.1 Obligations générales de l'Entrepreneur	32
4.2 Garantie de bonne exécution	33
4.3 Représentant de l'Entrepreneur	34
4.4 Sous-traitance	34
4.5 Personnel de l'Entrepreneur	35
4.6 Non-paiement de la part de l'Entrepreneur	36
4.7 Équipements de l'Entrepreneur	37
4.8 Jalonnement	37
4.9 Santé, sécurité et protection sociale et environnementale	37
4.10 Système de gestion de la qualité	40
4.11 Tests effectués par l'Entrepreneur	40
4.12 Conditions du Site	41
4.13 Droits de passage et installations	42

4.14 Sécurité du Site	42
4.15 Munitions non explosées	42
4.16 Explosifs	43
4.17 Redevances	43
4.18 Mines	43
4.19 Interdiction de l'octroi d'avantages et Pratiques interdites	44
4.20 Inconduite	44
4.21 Approvisionnement en eau	44
4.22 Boissons alcoolisées ou drogues	44
4.23 Armes, munitions et explosifs	44
4.24 Fêtes et coutumes religieuses	45
4.25 Principes et droits fondamentaux au travail	45
4.26 Travail des enfants	45
4.27 Prévention du harcèlement, de l'exploitation et des abus sexuels	46
<b>5 CONCEPTION PAR L'ENTREPRENEUR</b>	<b>47</b>
5.1 Obligations de l'Entrepreneur en matière de conception	47
<b>6 COMMENCEMENT, RETARDS ET SUSPENSION</b>	<b>48</b>
6.1 Commencement des Travaux	48
6.2 Délai d'achèvement	48
6.3 Programme	48
6.4 Prolongation de délai	48
6.5 Pénalités de retard	49
6.6 Suspension imposée par le Maître d'ouvrage	49
6.7 Conséquences de la suspension imposée par le Maître d'ouvrage	50
<b>7 RÉCEPTION PROVISOIRE PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE</b>	<b>51</b>
7.1 Réception provisoire des Travaux ou Lots	51
7.2 Certificat de réception provisoire	51
<b>8 RESPONSABILITÉ POUR DÉFAUTS</b>	<b>53</b>
8.1 Achèvement des Travaux en souffrance et correction des défauts	53
8.2 Tests supplémentaires postérieurs à la correction des défauts	54
8.3 Certificat d'achèvement complet	54
8.4 Obligations non satisfaites	54
8.5 Nettoyage du Site	55
<b>9 VARIATIONS ET AJUSTEMENTS</b>	<b>56</b>
9.1 Droit de Variation	56
9.2 Évaluation des Variations	57
9.3 Montants prévisionnels	57
9.4 Travaux en régie	57
9.5 Ajustements en raison de l'évolution de la Loi	58
9.6 Ajustements en raison de l'évolution des Coûts	58

<b>10 PRIX CONTRACTUEL ET PAIEMENT</b>	<b>59</b>
10.1 Prix contractuel et évaluation des Travaux	59
10.2 Acompte	59
10.3 Relevés de l'Entrepreneur	60
10.4 Certificat de paiement provisoire	62
10.5 Déblocage des Retenues de garantie	62
10.6 Relevé établi à la réception provisoire	62
10.7 Mémoire définitif	63
10.8 Décharge	63
10.9 Certificat de paiement final	63
10.10 Devise de paiement	64
10.11 Retard de paiement	64
10.12 Compensation	64
10.13 Audit et inspections	64
10.14 Évaluation des prestations de l'Entrepreneur	65
<b>11 RÉSILIATION PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE</b>	<b>66</b>
11.1 Notification de rectification	66
11.2 Résiliation pour manquement de la part de l'Entrepreneur	66
11.3 Évaluation et paiement après résiliation	68
11.4 Résiliation à la convenance du Maître d'ouvrage	68
11.5 Évaluation et paiement après résiliation à la convenance du Maître d'ouvrage	69
<b>12 SUSPENSION ET RÉSILIATION PAR L'ENTREPRENEUR</b>	<b>70</b>
12.1 Suspension	70
12.2 Résiliation par l'Entrepreneur	70
12.3 Paiement après résiliation par l'Entrepreneur	70
<b>13 RISQUES ET RESPONSABILITÉ</b>	<b>72</b>
13.1 Protection des Travaux par l'Entrepreneur	72
13.2 Risques pour le Maître d'ouvrage	72
13.3 Conséquences des risques pour le Maître d'ouvrage	73
13.4 Responsabilités et indemnités	73
<b>14 FORCE MAJEURE</b>	<b>74</b>
14.1 Force majeure	74
14.2 Notification de Force majeure	75
14.3 Devoir de réduire au maximum tout retard	75
14.4 Conséquence d'un cas de Force majeure	75
14.5 Résiliation facultative et paiement	76
14.6 Obligations de l'Entrepreneur après résiliation	77
<b>15 ASSURANCE</b>	<b>78</b>
15.1 Portée de la couverture	78
15.2 Modalités	79
15.3 Défaut d'assurance	80

<b>16 RÉCLAMATIONS DE L'ENTREPRENEUR</b>	<b>81</b>
16.1 Notification de Réclamation	81
<b>17 RÉOLUTION DES LITIGES</b>	<b>82</b>
17.1 Droit de jonction	82
17.2 Résolution à l'amiable	82
17.3 Arbitrage	83
17.4 La résolution d'un Litige ne doit pas retarder les Travaux	84
17.5 Survie	84

## **LISTE DES ABRÉVIATIONS**

OIT	Organisation internationale du Travail
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

# 1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## 1.1 Définitions

---

Les termes et les expressions utilisés dans le Contrat ont la signification qui leur est attribuée ci-dessous :

L'expression « **Acte d'accord** » désigne le document intitulé « Contrat de construction pour petits travaux : Acte d'accord » signé par les Parties et faisant partie du Contrat.

Le terme « **Affilié** » désigne :

- a) la société mère ultime de l'Entrepreneur ;
- b) toute société contrôlée par ladite holding ultime ;
- c) toute société exerçant un contrôle sur l'Entrepreneur ; ou
- d) toute société contrôlée par l'Entrepreneur.

Aux fins de la présente définition, le terme « contrôle » désigne le pouvoir, direct ou indirect, que possède une partie pour diriger ou amener à diriger la direction et les politiques de l'autre partie, par l'intermédiaire de la détention d'actions avec droit de vote, d'un contrat ou d'autres moyens, et les termes « contrôler » et « contrôlé » doivent être interprétés en conséquence.

Le terme « **année** » désigne une année calendaire.

Le terme « **Annexes** » désigne le document intitulé « Contrat de construction pour petits travaux : Annexes » préparé par le Maître d'ouvrage et rempli par l'Entrepreneur et/ou le Maître d'ouvrage (selon le cas), tel qu'inclus dans le Contrat. Lesdites Annexes peuvent inclure des données, des listes et des échéanciers de paiement, des tarifs et des prix, des informations relatives au Contrat, des exigences et des garanties.

L'expression « **Assemblée générale** » désigne le principal organe de délibération, de décision et de représentation des Nations Unies.

L'expression « **Assistant du Représentant du Maître d'ouvrage** » désigne la ou les personnes nommées par le Maître d'ouvrage ou le Représentant du Maître d'ouvrage auprès de l'Entrepreneur pour aider le Représentant du Maître d'ouvrage, conformément à la Sous-Clause 3.2 [*Assistant du Représentant du Maître d'ouvrage*].

Le terme « **Auteur** » désigne toute personne, y compris l'employé concerné de l'Entrepreneur ou un Sous-traitant, ou toute autre personne participante, qui est l'auteur de l'un quelconque des Documents de l'Entrepreneur cédés ou concédés en licence au Maître d'ouvrage aux termes du Contrat.

Le terme « **Autorité** » désigne l'ensemble des organes locaux, régionaux, territoriaux, municipaux et de zones franches, ainsi que les ministères, agences gouvernementales, commissions, comités, bureaux, organismes, structures, organes exécutifs, judiciaires ou administratifs, reconnus par les Nations Unies et compétents en ce qui concerne les Travaux et/ou l'Entrepreneur ainsi que ses Affiliés.



Le terme « **Biens** » désigne les Équipements, Matériaux, Installations de chantier et Travaux temporaires de l'Entrepreneur, ou l'un quelconque desdits éléments selon le cas.

L'expression « **Cahier des charges** » désigne les exigences ou les documents mentionnés à l'Annexe 3.2 [*Cahier des charges*], et tout ajout ou toute modification apportés au Cahier des charges par le Maître d'ouvrage conformément au Contrat.

L'expression « **Certificat d'achèvement complet** » désigne le certificat émis par le Maître d'ouvrage aux termes de la Sous-Clause 8.3 [*Certificat d'achèvement complet*].

L'expression « **Certificat de paiement final** » désigne le certificat de paiement défini à la Sous-Clause 10.9 [*Certificat de paiement final*].

L'expression « **Certificat de paiement provisoire** » désigne le certificat de paiement émis aux termes de la Sous-Clause 10.4 [*Certificat de paiement provisoire*], autre que le Certificat de paiement final et le Certificat de paiement anticipé.

L'expression « **Certificat de réception provisoire** » désigne le certificat délivré par le Représentant du Maître d'ouvrage conformément à la Sous-Clause 7.2 [*Certificat de réception provisoire*].

Le terme « **Coentreprise** » désigne une coentreprise, une association, un consortium ou tout autre groupement non constitué en société d'au moins deux (2) personnes ou entités, que ce soit sous la forme d'un partenariat ou non.

L'expression « **Conditions du Contrat** » ou « **les présentes Conditions** » désigne les présentes Conditions générales telles que modifiées par les Conditions particulières (le cas échéant).

L'expression « **Conditions du Site** » désigne toutes les conditions relatives au Site, y compris :

- a) la forme et la nature du Site, notamment l'état de la surface du sol, l'état et la géologie du sous-sol et l'état et toutes les autres caractéristiques physiques du sol, au-dessus ou en dessous de ce dernier, qui ont une incidence sur l'acquittement, par l'Entrepreneur, de ses obligations aux termes du présent Contrat ;
- b) les conditions générales et locales pour l'environnement, la météorologie, les activités sismiques, hydrologiques et hydrographiques, les conditions climatiques et les conditions océaniques et sous-marines ;
- c) l'ampleur et la nature des travaux et des Biens nécessaires à l'exécution des Travaux, et à la correction de tout défaut ;
- d) les Lois, procédures et pratiques de travail du Pays ; et
- e) la disponibilité et la qualité de l'accès, de l'hébergement, des installations, du personnel, de la main-d'œuvre, de l'alimentation en électricité, du transport, de l'approvisionnement en eau, de l'évacuation des déchets, du stockage des Matériaux, permanents ou temporaires, et de tous les autres services, y compris les services publics, nécessaires à l'exécution des Travaux aux termes du Contrat.

L'expression « **Conditions générales** » désigne le présent document intitulé « Contrat de construction pour petits travaux : Conditions générales du Contrat ».

L'expression « **Conditions particulières** » désigne le document intitulé « Contrat de construction pour petits travaux : Conditions particulières du Contrat » faisant partie du Contrat, le cas échéant.

Le terme « **Contrat** » désigne l'Acte d'accord ainsi que les Conditions générales, les Conditions particulières (le cas échéant) et l'ensemble des Annexes et documents (le cas échéant) énumérés en tant que parties intégrantes du Contrat dans l'Acte d'accord.

L'expression « **Convention relative aux droits de l'enfant** » désigne la convention adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989. Ledit texte définit les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels dont tous les enfants doivent bénéficier, où qu'ils se trouvent.

L'expression « **Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies** » désigne la convention adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 février 1946. Ledit texte définit et précise de nombreuses questions relatives au statut, aux actifs et aux fonctionnaires des Nations Unies en ce qui concerne les privilèges et les immunités qui doivent leur être accordés par ses États membres.

Le terme « **Coûts** » désigne toutes les dépenses directes et raisonnables nécessairement encourues en lien avec l'exécution des Travaux par l'Entrepreneur, à l'exclusion des frais généraux, des bénéfices ou des pertes de profit non spécifiques au Projet.

L'expression « **Date d'achèvement** » désigne la date indiquée dans le Certificat de réception provisoire délivré par le Représentant du Maître d'ouvrage, à laquelle les Travaux ou un Lot sont achevés conformément au Contrat, à l'exception de tous travaux et/ou défauts mineurs en souffrance qui n'auront pas d'incidence significative sur l'utilisation sans danger des Travaux ou du Lot aux fins prévues.

L'expression « **Date d'entrée en vigueur du Contrat** » désigne la date à laquelle la dernière signature a été apposée par les Parties et à laquelle le Contrat entre en vigueur et prend effet, tel qu'indiqué dans l'Acte d'accord.

L'expression « **Date de commencement** » désigne la date indiquée à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*]. Si aucune date n'est précisée, la Date de commencement intervient vingt et un (21) jours calendaires après la Date d'entrée en vigueur du Contrat.

L'expression « **Date de référence** » désigne la date qui tombe vingt et un (21) jours avant la dernière date à laquelle peut être envoyée la Soumission.

L'expression « **Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail** » désigne la Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail adoptée par l'Organisation internationale du Travail (OIT) le 18 juin 1998.

L'expression « **Délai d'achèvement** » désigne le délai pour achever les Travaux ou un Lot (selon le cas) aux termes de la Sous-Clause 6.2 [*Délai d'achèvement*], comme indiqué à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*], y compris tout report éventuel de ce délai aux termes de la Sous-Clause 6.4 [*Prolongation de délai*]. Il est calculé à partir de la Date de commencement.

L'expression « **Devis quantitatif** » désigne le document présenté à l'Annexe 4.1.A [*Devis quantitatif*].

L'expression « **Documents de l'Entrepreneur** » désigne tous les documents préparés par l'Entrepreneur aux termes du Contrat et aux fins de l'exécution des Travaux, y compris ceux indiqués dans le Cahier des charges, les calculs, les fichiers numériques, les programmes informatiques et autres logiciels, les pièces graphiques, les manuels, les modèles, les spécifications et tout autre document de nature technique.

L'expression « **Documents du Maître d'ouvrage** » désigne tous les documents, pièces graphiques et croquis, cartes, plans, photographies, spécifications, calculs, rapports, logiciels, bases de données, manuels, documents conformes à l'exécution, modèles, œuvres en trois dimensions concernant la géographie ou la topographie ou tous les autres projets ou documents techniques, et tout autre élément détenu ou utilisé sous licence par le Maître d'ouvrage et fourni à l'Entrepreneur par ou au nom du Maître d'ouvrage aux termes du Contrat.

L'expression « **Droits de propriété intellectuelle** » désigne l'ensemble des droits de propriété intellectuelle conférés en droit ou en équité et qui existent n'importe où dans le monde, y compris :

- a) (i) les droits d'auteur et droits connexes ; (ii) les inventions (en ce compris les brevets, brevets d'innovation et modèles d'utilité) ; (iii) les informations confidentielles, secrets commerciaux, données techniques et savoir-faire, confidentiels ou non et sous quelque forme que ce soit, en ce compris les formules, spécifications de conception, pièces graphiques, données, manuels et instructions ; (iv) les modèles ; (v) les marques commerciales, marques de service et noms de domaines ; (vi) les schémas de configuration de circuits, les droits de topographie de semi-conducteurs et les droits sur les bases de données, que l'un de ces éléments soit ou non déposé, en cours d'enregistrement ou brevetable ; (vii) la cote d'estime et les droits de poursuite pour acte commercial trompeur ; et/ou (viii) les droits patrimoniaux et tout autre Droit de propriété intellectuelle, dans chaque cas qu'ils soient déposés ou non déposés ;
- b) les Droits moraux et similaires existants ou futurs, quels qu'ils soient, découlant d'une activité intellectuelle dans le domaine industriel, commercial, scientifique, littéraire ou artistique ;
- c) les applications, quelles qu'elles soient, et le droit de déposer l'un quelconque des éléments susvisés ; et
- d) toute information ou tout conseil faisant l'objet d'un privilège professionnel légal.

L'expression « **Droits de propriété intellectuelle antérieurs de l'Entrepreneur** » désigne les Droits de propriété intellectuelle détenus par l'Entrepreneur ou concédés en licence à celui-ci, existant avant la Date d'entrée en vigueur du Contrat, et qui sont utilisés par l'Entrepreneur dans le cadre de l'exécution des Travaux ou autrement concédés au Maître d'ouvrage aux termes du Contrat ou en lien avec celui-ci.

L'expression « **Droits moraux** » désigne l'un quelconque des droits décrits à l'article 6bis de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques de 1886 (telle que modifiée et révisée de temps à autre), qu'il s'agisse d'un droit moral ou d'autres droits analogues conférés en vertu de toute loi, qui existent, ou qui pourraient exister, n'importe où dans le monde.

Le terme « **Entrepreneur** » désigne l'entité désignée en tant qu'« Entrepreneur » dans l'Acte d'accord, ainsi que ses ayants droit et ayants cause autorisés.

L'expression « **Équipements de l'Entrepreneur** » désigne tous les appareils, équipements, machines, installations de construction, véhicules et autres éléments requis par l'Entrepreneur dans le cadre de l'exécution et de l'achèvement des Travaux et pour la correction de tous défauts, à l'exclusion des Travaux temporaires, des Installations de chantier, des Matériaux et de tous les autres articles destinés à constituer les Travaux permanents ainsi que les Équipements du Maître d'ouvrage (le cas échéant), ou à en faire partie.

L'expression « **Équipements du Maître d'ouvrage** » désigne les appareils, équipements, machines, installations de construction et/ou véhicules (le cas échéant) mis à la disposition de l'Entrepreneur par le Maître d'ouvrage dans le cadre de l'exécution des Travaux en vertu de la Sous-Clause 2.3 [*Matériaux fournis par le Maître d'ouvrage, Équipements du Maître d'ouvrage et Installations du Maître d'ouvrage*], mais ne comprend pas les Installations de chantier que le Maître d'ouvrage n'a pas encore réceptionnées, conformément à la Clause 7 [*Réception provisoire par le Maître d'ouvrage*].

L'expression « **État membre** » désigne le gouvernement d'un pays membre des Nations Unies.

Le terme « **Examen** » désigne l'examen, par le Maître d'ouvrage ou le Représentant du Maître d'ouvrage, de la soumission d'un Entrepreneur afin d'évaluer si (et dans quelle mesure) celle-ci est conforme au Contrat et/ou aux obligations qui incombent à l'Entrepreneur aux termes du Contrat ou en lien avec celui-ci.

L'expression « **Force majeure** » désigne un fait ou des circonstances de nature exceptionnelle survenant après la Date d'entrée en vigueur du Contrat :

- a) qui ne dépendent pas de la volonté de la Partie ;
- b) qui sont Imprévisibles et/ou que la Partie n'aurait pas pu raisonnablement prendre en compte avant la Date d'entrée en vigueur du Contrat ;
- c) que la Partie n'aurait su, une fois survenus, éviter ou surmonter de façon raisonnable ; et
- d) qui ne sont pas substantiellement imputables à l'autre Partie.

L'expression « **Garantie de bonne exécution** » désigne la garantie (ou les garanties) octroyée en vertu de la Sous-Clause 4.2 [*Garantie de bonne exécution*].

L'expression « **Garantie de restitution d'acompte** » désigne la garantie (ou les garanties) à fournir en vertu de la Sous-Clause 10.2 [*Acompte*].

L'expression « **Huit conventions fondamentales de l'OIT** » désigne les conventions internationales adoptées par l'OIT, à savoir : la Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical du 9 juillet 1948, la Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective du 1<sup>er</sup> juillet 1949, la Convention sur le travail forcé du 30 juin 1930 et son protocole du 11 juin 2014, la Convention sur l'abolition du travail forcé du 25 juin 1957, la Convention sur l'âge minimum du 26 juin 1973, la Convention sur les pires formes de travail des enfants du 17 juin 1999, la Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération du 29 juin 1951, et la Convention concernant la discrimination (emploi et profession) du 25 juin 1958.

Le terme « **Imprévisible** » désigne ce qui n'est pas raisonnablement prévisible, à la Date de référence, par un entrepreneur expérimenté et compétent agissant conformément aux Règles de l'art.

L'expression « **Installations de chantier** » désigne les appareils, équipements, machines et véhicules (y compris leurs composants) se trouvant sur le Site ou autrement affectés au Contrat et destinés à faire ou faisant partie des Travaux permanents.

L'expression « **Installations du Maître d'ouvrage** » désigne les bâtiments, installations et locaux mis à la disposition de l'Entrepreneur par le Maître d'ouvrage en vertu de la Sous-Clause 2.3 [*Matériaux fournis par le Maître d'ouvrage, Équipements du Maître d'ouvrage et Installations du Maître d'ouvrage*], mais ne comprend pas les installations que le Maître d'ouvrage n'a pas encore réceptionnées, conformément à la Clause 7 [*Réception provisoire par le Maître d'ouvrage*].

Le terme « **jour** » désigne un jour calendaire, sauf disposition contraire.

Le terme « **Litige** » désigne toute situation où :

- a) une Partie présente une réclamation contre l'autre Partie (il peut s'agir d'une Réclamation, telle que définie dans les présentes Conditions, ou d'une question qui doit être convenue ou déterminée par le Représentant du Maître d'ouvrage aux termes des présentes Conditions, ou autrement) ;
- b) l'autre Partie (ou le Représentant du Maître d'ouvrage) rejette la réclamation en tout ou en partie ; et
- c) la question est soumise à une procédure de résolution des litiges conformément aux dispositions de la Clause 17 [*Résolution des Litiges*].

L'expression « **Loi applicable au Contrat** » désigne la loi mentionnée à la Sous-Clause 17.3, alinéa j) [*Arbitrage*].

Le terme « **Lois** » désigne :

- a) l'ensemble de la législation, en ce compris les décrets, décisions, lois, prescriptions, ordonnances, règlements, réglementations, directives et autres injonctions, traités, arrêtés, codes de bonnes pratiques et autre législation dérivée du Pays ;
- b) les exigences, règlements et réglementations de toute Autorité, en ce compris la législation et la réglementation portant sur l'enregistrement et l'agrément de l'Entrepreneur, nécessaires en vue de la bonne exécution des Travaux selon les termes du Contrat ; et

- c) les lignes directrices du Pays et de toutes les Autorités compétentes, auxquelles l'Entrepreneur est légalement tenu de se conformer.

Le terme « **Lot** » désigne une partie des Travaux (le cas échéant) spécifiée à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*].

Le terme « **Maître d'ouvrage** » désigne la Partie nommée en tant que « Maître d'ouvrage » dans l'Acte d'accord, ainsi que ses ayants droit et ayants cause autorisés.

Le terme « **Matériaux** » désigne les articles de toute nature (autres que les Installations de chantier) se trouvant sur le Site ou autrement affectés au Contrat et destinés à faire ou faisant partie des Travaux permanents, y compris les matériaux de l'offre (le cas échéant) devant être fournis par l'Entrepreneur aux termes du Contrat.

L'expression « **Matériaux fournis par le Maître d'ouvrage** » désigne les matériaux (le cas échéant) que le Maître d'ouvrage doit mettre à la disposition de l'Entrepreneur en vertu de la Sous-Clause 2.3 [*Matériaux fournis par le Maître d'ouvrage, Équipements du Maître d'ouvrage et Installations du Maître d'ouvrage*].

L'expression « **Matériaux interdits** » désigne les matériaux, biens ou substances qui :

- a) posent un risque pour la santé et la sécurité de toute personne qui pourrait entrer en contact avec les Travaux (que ce soit durant la phase de construction ou une fois les Travaux achevés) ;
- b) en eux-mêmes ou en raison de leur utilisation conjointe avec d'autres matériaux ou dans une situation particulière, ont ou sont susceptibles d'avoir pour effet de réduire l'espérance de vie normale de tous autres matériaux ou structures dans lesquels les Matériaux sont incorporés ou auxquels ils sont apposés ;
- c) sont connus et généralement reconnus dans le secteur international ou national du bâtiment, de la construction ou de l'ingénierie pour présenter des effets néfastes (soit pour la santé et la sécurité, soit pour la durabilité des Travaux) ;
- d) sont contraires à tout code de pratiques standard en la matière (ou document similaire) élaboré ponctuellement par une Autorité compétente quelconque ; ou
- e) ne sont pas conformes aux dispositions de l'Annexe 3.2 [*Cahier des charges*] ou à tout autre plan ou cahier des charges applicable aux Travaux.

L'expression « **Mémoire définitif** » désigne le Relevé défini à la Sous-Clause 10.7 [*Mémoire définitif*].

Le terme « **mois** » désigne un mois calendaire (selon le calendrier grégorien).

L'expression « **Montant prévisionnel** » désigne un montant (le cas échéant) spécifié dans le Contrat par le Maître d'ouvrage en tant que montant prévisionnel pour l'exécution de toute partie des Travaux ou d'un Lot, la fourniture d'Installations de chantier ou de Matériaux, ou la prestation de services aux termes de la Sous-Clause 9.3 [*Montants prévisionnels*].

Le terme « **Non-objection** » désigne le fait que le Maître d'ouvrage ou le Représentant du Maître d'ouvrage n'a pas d'objection aux soumissions faites par l'Entrepreneur aux termes du Contrat.

Le terme « **Notification** » désigne une communication écrite définie comme une Notification et diffusée conformément à la Sous-Clause 1.3 [*Notifications et autres communications*].

L'expression « **Notification d'amélioration en matière de santé et de sécurité** » désigne une Notification devant être émise conformément à la Sous-Clause 4.9 [*Santé, sécurité et protection sociale et environnementale*].

L'expression « **Notification de Réclamation** » désigne une Notification devant être émise conformément à la Sous-Clause 16.1 [*Notification de Réclamation*].

L'expression « **Notification de rectification** » désigne une Notification devant être émise conformément à la Sous-Clause 11.1 [*Notification de rectification*].

L'expression « **Notification de Variation** » désigne une communication écrite désignée comme une Notification de Variation et diffusée conformément aux dispositions de la Sous-Clause 1.3 [*Notifications et autres communications*].

L'expression « **Œuvres protégées au titre d'un droit de propriété intellectuelle** » désigne toutes les œuvres protégées au titre d'un droit de propriété intellectuelle faisant partie des Documents de l'Entrepreneur ou toute autre documentation que l'Entrepreneur est tenu de fournir au Maître d'ouvrage ou au Représentant du Maître d'ouvrage, aux termes du Contrat.

Le terme « **Partie** » désigne le Maître d'ouvrage ou l'Entrepreneur, selon le contexte.

Le terme « **Parties** » désigne le Maître d'ouvrage et l'Entrepreneur.

Le terme « **Pays** » désigne le pays dans lequel le Site (ou la majeure partie de ce dernier) est situé et là où les Travaux permanents seront réalisés.

L'expression « **Pénalités de retard** » désigne les pénalités payables par l'Entrepreneur aux termes de la Sous-Clause 6.5 [*Pénalités de retard*] s'il ne respecte pas les dispositions de la Sous-Clause 6.2 [*Délai d'achèvement*] ni une quelconque Prolongation de délai approuvée.

L'expression « **Période de découverte des Vices cachés** » désigne la période indiquée à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*], qui démarre à la date figurant sur le Certificat d'achèvement complet.

L'expression « **Période de garantie de parfait achèvement** » désigne la période pendant laquelle des défauts concernant les Travaux, un Lot ou une Portion (selon le cas) peuvent être notifiés aux termes de la Sous-Clause 8.1 [*Achèvement des Travaux en souffrance et correction des défauts*], comme indiqué à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*], telle qu'elle peut être prolongée aux termes du Contrat. Ladite période est calculée à partir de la Date d'achèvement des Travaux, d'un Lot ou d'une Portion.



L'expression « **Personnel clé** » désigne le Personnel de l'Entrepreneur figurant à l'Annexe 4.4 [*Personnel clé*], qui exerce le rôle et les fonctions indiqués dans ledit document, ou ses remplaçants.

L'expression « **Personnel de l'Entrepreneur** » désigne le Représentant de l'Entrepreneur ainsi que tout le personnel mobilisé par l'Entrepreneur sur le Site ou aux autres endroits où sont réalisés les Travaux, à savoir, notamment, le personnel, la main-d'œuvre, les agents et autres employés de l'Entrepreneur et de chaque Sous-traitant, et tout autre personnel assistant l'Entrepreneur dans l'exécution des Travaux.

L'expression « **Personnel du Maître d'ouvrage** » désigne le Représentant du Maître d'ouvrage et l'Assistant du Représentant du Maître d'ouvrage mentionnés à la Sous-Clause 3.1 [*Représentant du Maître d'ouvrage*] et à la Sous-Clause 3.2 [*Assistant du Représentant du Maître d'ouvrage*] et l'ensemble du personnel, de la main-d'œuvre et des autres employés respectifs du Maître d'ouvrage, ainsi que tout autre personnel que le Maître d'ouvrage ou le Représentant du Maître d'ouvrage a désigné à l'Entrepreneur comme Personnel du Maître d'ouvrage.

L'expression « **Pièces graphiques** » désigne les pièces graphiques des Travaux incluses à l'Annexe 3.3 [*Pièces graphiques*], ainsi que toute pièce graphique supplémentaire ou modifiée émise par le (ou au nom du) Maître d'ouvrage conformément au Contrat.

L'expression « **Plan de gestion en matière de santé et de sécurité** » désigne le Plan de gestion en matière de santé et de sécurité de l'Entrepreneur (en ce compris les mises à jour et/ou révisions ponctuelles) émis conformément à la Sous-Clause 4.9 [*Santé, sécurité et protection sociale et environnementale*].

L'expression « **Plan de gestion sociale et environnementale** » désigne le Plan de gestion sociale et environnementale de l'Entrepreneur (en ce compris les mises à jour et/ou révisions ponctuelles) qui doit être émis conformément à la Sous-Clause 4.9 [*Santé, sécurité et protection sociale et environnementale*].

L'expression « **Planning des travaux en régie** » désigne le document inclus à l'Annexe 4.1.B [*Planning des travaux en régie*] (le cas échéant), qui indique les montants et les modalités des paiements à verser à l'Entrepreneur pour la main-d'œuvre, les matériaux et les équipements utilisés pour les travaux en régie aux termes de la Sous-Clause 9.4 [*Travaux en régie*].

Le terme « **Portion** » désigne une partie des Travaux ou d'un Lot (selon le cas) qui est utilisée par le Maître d'ouvrage et réputée réceptionnée aux termes de la Sous-Clause 7.2 [*Certificat de réception provisoire*].

L'expression « **Pratiques interdites** » désigne :

- a) les actes de corruption : offrir, donner, recevoir ou solliciter, directement ou indirectement, quelque article de valeur dans le but d'influencer indûment les actions d'une autre partie ;
- b) les actes frauduleux : acte ou omission, y compris les fausses déclarations, visant intentionnellement ou par imprudence à induire une partie en erreur dans le but d'obtenir un avantage financier ou autre, ou d'échapper à une obligation ;



- c) les actes coercitifs : acte ou omission qui nuisent ou portent préjudice, ou menacent de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à toute partie ou au bien d'une partie, en vue d'influencer indûment ses actions ;
- d) les actes collusoires : accord entre au moins deux (2) parties visant à atteindre un objectif inapproprié, y compris à influencer indûment les actions d'une autre partie ;
- e) les pratiques contraires à l'éthique : comportement ou conduite allant à l'encontre des dispositions relatives aux conflits d'intérêts, aux cadeaux, aux invitations et aux restrictions postérieures à l'emploi, ou de toute autre exigence écrite nécessaire pour travailler avec le Maître d'ouvrage ; et/ou
- f) les actes d'obstruction : actes ou omissions de la part d'un Entrepreneur qui empêchent ou entravent la conduite d'enquêtes par le Maître d'ouvrage sur de possibles cas impliquant des Pratiques interdites.

L'expression « **Prix contractuel** » désigne le prix relatif à l'exécution des Travaux défini à la Sous-Clause 10.1 [*Prix contractuel et évaluation des Travaux*] et identifié à l'Annexe 1.2 [*Détails fournis par l'Entrepreneur*], et comprend tout ajustement apporté conformément au Contrat.

Le terme « **Programme** » désigne le programme temporel dûment détaillé préparé et soumis par l'Entrepreneur, et toute révision dudit Programme, pour lequel le Représentant du Maître d'ouvrage a transmis (ou est réputé avoir transmis) une Notification de Non-objection aux termes de la Sous-Clause 6.3 [*Programme*].

Le terme « **Projet** » désigne le projet présenté à l'Annexe 2.1 [*Détails du Projet*].

L'expression « **Prolongation de délai** » désigne une prolongation du Délai d'achèvement des Travaux ou d'un Lot (selon le cas) aux termes de la Sous-Clause 6.4 [*Prolongation de délai*].

Le terme « **Réclamation** » désigne une requête ou une prétention formulée par une (1) Partie envers l'autre Partie concernant un droit ou une exonération exigés en vertu d'une Clause quelconque des Conditions du Contrat ou se rapportant de toute autre manière au Contrat ou à l'exécution des Travaux, ou en résultant.

L'expression « **Règles de l'art** » désigne les pratiques généralement adoptées ou appliquées dans les secteurs internationaux de la construction concernant des ouvrages d'envergure, de type, de nature, de périmètre et de complexité similaires aux Travaux et qui sont censées permettre, par l'exercice d'un jugement raisonnable, de réaliser l'objectif qui aura été fixé, conformément aux Lois applicables et dans une optique de fiabilité, de sécurité, de protection environnementale, d'économie et de rapidité.

Le terme « **Relevé** » désigne un relevé soumis par l'Entrepreneur dans le cadre d'une demande de paiement aux termes de la Sous-Clause 10.3 [*Relevés de l'Entrepreneur*], 10.6 [*Relevé établi à la réception provisoire*] ou 10.7 [*Mémoire définitif*].

L'expression « **Relevé établi à la réception provisoire** » désigne un relevé soumis par l'Entrepreneur aux termes de la Sous-Clause 10.6 [*Relevé établi à la réception provisoire*].

L'expression « **Représentant de l'Entrepreneur** » désigne la personne nommée comme telle à l'Annexe 1 [Détails du Contrat] ou ponctuellement désignée par l'Entrepreneur aux termes de la Sous-Clause 4.3 [Représentant de l'Entrepreneur], qui agit au nom de l'Entrepreneur.

L'expression « **Représentant du Maître d'ouvrage** » désigne la personne mentionnée à l'Annexe 1 [Détails du Contrat] ou autrement désignée à l'Entrepreneur par le Maître d'ouvrage, qui agit au nom de ce dernier en vertu des pouvoirs délégués énoncés à l'Annexe 3.8 [Délégations du Maître d'ouvrage].

L'expression « **Représentants de haut niveau** » désigne les membres du personnel des Parties identifiés comme hauts représentants et désignés par notification écrite par les Parties en cas de processus de résolution des Litiges, conformément aux dispositions de la Sous-Clause 17.2 [Résolution à l'amiable].

L'expression « **Retenues de garantie** » désigne les montants de garantie cumulés que le Maître d'ouvrage retient aux termes de la Sous-Clause 10.3 [Relevés de l'Entrepreneur] et reverse aux termes de la Sous-Clause 10.5 [Déblocage des Retenues de garantie].

Le terme « **Site** » désigne les lieux sur lesquels les Travaux temporaires et les Travaux permanents doivent être réalisés et sur lesquels les Installations de chantier et les Matériaux doivent être livrés et remisés, comme indiqué à l'Annexe 2.2 [Plan du Site], ainsi que tous autres endroits où des activités associées aux Travaux sont réalisées, ou tous autres endroits désignés dans le Contrat comme faisant partie du Site.

Le terme « **Soumission** » désigne la proposition faite par l'Entrepreneur quant aux Travaux et sur la base de laquelle les Parties ont conclu le Contrat.

Le terme « **Sous-traitant** » désigne toute personne ou entité définie dans le Contrat comme sous-traitant, ou toute personne ou entité nommée par l'Entrepreneur et acceptée par le Maître d'ouvrage aux termes de la Sous-Clause 4.4 [Sous-traitance] comme sous-traitant, concepteur ou fournisseur des Matériaux, des Installations de chantier et/ou de la main-d'œuvre pour une partie des Travaux, ainsi que les ayants droit et ayants cause autorisés de chacune de ces personnes ou entités.

L'expression « **Sous-traitant désigné** » désigne le Sous-traitant nommé comme tel à l'Annexe 3.6 [Sous-traitants désignés] ou la personne que le Maître d'ouvrage demande à l'Entrepreneur d'employer en tant que sous-traitant pour exécuter certaines parties des Travaux, tel qu'indiqué dans le Contrat.

L'expression « **Système de gestion de la qualité** » désigne le Système de gestion de la qualité de l'Entrepreneur (en ce compris les mises à jour et/ou révisions ponctuelles) conformément à la Sous-Clause 4.10 [Système de gestion de la qualité].

Le terme « **Travaux** » désigne les Travaux permanents et les Travaux temporaires, ou l'un ou l'autre selon le cas.

L'expression « **Travaux permanents** » désigne les travaux de nature permanente qui doivent être exécutés par l'Entrepreneur aux termes du Contrat et la correction de tout défaut.

L'expression « **Travaux temporaires** » désigne tous les travaux temporaires de nature quelconque (autres que les Équipements de l'Entrepreneur) requis sur le Site pour l'exécution des Travaux permanents et la correction de tout défaut.

Le terme « **Variation** » désigne toute modification apportée aux Travaux sur instruction en tant que variation aux termes de la Sous-Clause 9.1 [*Droit de Variation*].

L'expression « **Vice caché** » désigne tout défaut dans les Travaux imputable à :

- a) la conception et/ou l'exécution des Travaux dont l'Entrepreneur est responsable ;
- b) des Installations de chantier, des Matériaux ou une qualité d'exécution non conformes au Contrat ; ou
- c) un manquement de l'Entrepreneur à respecter toute autre obligation aux termes du Contrat ;

qu'un examen raisonnable par le Maître d'ouvrage avant l'expiration de la dernière Période de garantie de parfait achèvement n'aurait pas révélé, si un tel défaut empêche les Travaux ou une partie des Travaux d'être utilisés par le Maître d'ouvrage aux fins pour lesquelles ils sont destinés, provoque l'effondrement total ou partiel des Travaux et/ou menace la stabilité ou la sécurité des Travaux.

## 1.2 Interprétation

---

- a) Dans l'énoncé du Contrat, sauf si le contexte en décide autrement :
  - i) les termes indiquant un (1) genre comprennent tous les genres ;
  - ii) les termes au singulier comprennent également le pluriel et les termes au pluriel comprennent également le singulier ;
  - iii) les expressions « y compris » et « en ce compris » (ou « comprend » ou « inclut ») signifient « y compris, mais non exclusivement » ;
  - iv) lorsqu'une expression est définie, une autre catégorie ou forme grammaticale de cette expression a le sens correspondant ;
  - v) les références à un nombre de jours ou à une période suivant une date particulière doivent être calculées sans inclure ladite date ;
  - vi) les termes « consent » et « consentent » signifient que le Maître d'ouvrage, l'Entrepreneur ou le Représentant du Maître d'ouvrage (selon le cas) accepte ou autorise la demande formulée ;
  - vii) les termes « peut » ou « peuvent » signifient que la Partie ou personne mentionnée a le choix d'agir ou non sur la question ;
  - viii) les termes « doit », « doivent », « est tenu de » et « est tenue de » signifient que la Partie ou personne mentionnée a l'obligation d'exécuter la tâche dont il est question aux termes du Contrat ;

- ix) les termes qui renvoient à des personnes ou à des parties doivent être interprétés comme désignant des personnes physiques et morales (en ce compris les sociétés et autres entités légales), sauf si le contexte en décide autrement ;
  - x) les expressions « exécute les Travaux », « exécutent les Travaux », « exécuter les Travaux » ou « exécution des Travaux » désignent, sans toutefois s'y limiter, les activités de construction, l'achèvement des Travaux et la correction de tout défaut (et sont réputées inclure la conception dans la mesure indiquée dans le Contrat, le cas échéant) ;
  - xi) les dispositions qui incluent les termes « convient », « s'engage », « sont convenus », « se sont engagés » ou « accord » exigent que l'accord soit consigné par écrit ;
  - xii) le terme « écrit » ou l'expression « par écrit » désignent une forme manuscrite, dactylographiée, imprimée ou électronique qui laisse une trace permanente ; et
  - xiii) toute référence à une Loi, législation ou disposition législative inclut également toute modification statutaire ou nouvelle promulgation ou substitution desdits textes législatifs, et toute législation dérivée émise en vertu de ladite Loi, législation ou disposition législative.
- b) Dans toute liste des présentes Conditions, lorsque l'avant-dernier élément d'une liste est suivi de « et », « ou » ou « et/ou », alors l'ensemble des éléments énumérés avant ledit élément doivent être également lus comme s'ils étaient suivis de « et », « ou » ou « et/ou » (le cas échéant).
  - c) Les mentions en marge et autres intertitres ne doivent pas servir de base à l'interprétation des Conditions générales.
  - d) Toutes les dates et périodes doivent être établies en conformité avec le calendrier grégorien.
  - e) Lorsque, dans le Contrat, il est fait référence aux normes et codes industriels ou techniques conformément auxquels les Travaux doivent être exécutés, l'édition ou la version révisée desdits normes et codes en vigueur à la Date de référence s'applique, sauf indication contraire.

## 1.3 Notifications et autres communications

---

- a) Lorsque les présentes Conditions prévoient la remise ou la délivrance d'une Notification, d'une Notification de Variation ou de toute autre forme de communication, y compris, sans s'y limiter, les approbations, autorisations, Non-objections, instructions et décisions, alors ladite Notification, Notification de Variation ou communication doit être :
  - i) faite par écrit ;
  - ii) désignée comme telle en faisant référence à la Clause ou à la Sous-Clause en vertu de laquelle elle est diffusée ;
  - iii) adressée à l'attention du représentant concerné des Parties tel que précisé à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*] ; et

- remise à l'adresse précisée à l'Annexe 1 [Détails du Contrat], ou
  - envoyée ou transmise en tant que document signé, numérisé et figurant en pièce jointe à un courrier électronique à l'adresse électronique précisée à l'Annexe 1 [Détails du Contrat], ou transmise par un système convenu de messagerie électronique, quel qu'il soit, tel que spécifié à l'Annexe 1 [Détails du Contrat].
- b) Si l'une des Parties notifie par écrit avoir changé d'adresse postale ou électronique, les communications doivent alors être transmises à ladite nouvelle adresse.
- c) Les Notifications et autres formes de communication doivent prendre effet à compter de l'heure de leur réception, sauf si une heure ultérieure y est expressément indiquée.
- d) Les Notifications et autres formes de communication sont réputées reçues :
- i) en cas de remise en main propre, lorsqu'elles sont remises à l'adresse donnée (contre un accusé de réception) ; et
  - ii) dans le cas d'un document joint à un courrier électronique, à la réception dudit courrier dans la boîte de réception correspondant à l'adresse du destinataire, si aucune notification de non-délivrance n'a été reçue par l'expéditeur.
- e) Afin de lever toute ambiguïté, toute Notification ou autre forme de communication ne doit pas être réputée avoir été adressée ou envoyée en vertu du Contrat, dans le cas d'un courrier électronique, autrement que comme pièce jointe, conformément aux dispositions de la Sous-Clause 1.3, alinéa a), point iii), ou que sous la forme d'un procès-verbal.
- f) Les Notifications et autres formes de communication ne doivent pas être refusées ou retardées sans motif valable.

## 1.4 Langue du contrat

---

- a) La langue à utiliser pour les communications doit être le français, la langue des présentes Conditions, qui correspond à la langue régissant le Contrat.
- b) Sauf disposition contraire dans les Conditions particulières, les Documents de l'Entrepreneur doivent être rédigés en français.

## 1.5 Degré de priorité des documents

---

- a) Les documents qui constituent le Contrat s'expliquent mutuellement l'un l'autre et doivent être lus dans leur ensemble. En cas d'incohérence, d'ambiguïté ou de divergence, le degré de priorité des documents est conforme à l'ordre de préséance suivant :
- i) l'Acte d'accord ;
  - ii) l'Annexe 1 [Détails du Contrat] ;
  - iii) les Conditions particulières (le cas échéant) ;

- iv) les présentes Conditions générales ;
  - v) le Cahier des charges ;
  - vi) les Pièces graphiques ;
  - vii) le Devis quantitatif (selon le cas) ;
  - viii) les autres Annexes ; et
  - ix) tout autre document constituant le Contrat.
- b) Si l'Entrepreneur constate une ambiguïté, une incohérence ou une divergence dans ou entre les documents constituant le Contrat, il doit en aviser immédiatement le Représentant du Maître d'ouvrage au moyen d'une Notification, en décrivant ladite ambiguïté, incohérence ou divergence. Suite à la réception d'une telle Notification, ou si le Maître d'ouvrage repère lui-même une ambiguïté, une incohérence ou une divergence dans ou entre les documents, le Représentant du Maître d'ouvrage doit fournir toute clarification ou instruction nécessaire à ce sujet.

## 1.6 Respect des Lois

---

- a) L'Entrepreneur s'engage, dans le cadre de l'exécution des Travaux et de l'acquittement de toutes les obligations qui lui incombent aux termes du Contrat, à respecter toutes les Lois applicables et à ce que les Documents de l'Entrepreneur et les Travaux achevés soient conformes à l'ensemble desdites Lois et/ou dans la mesure requise aux termes du Contrat.
- b) L'Entrepreneur doit obtenir tous les permis, licences, autorisations et approbations nécessaires à l'exécution des Travaux aux termes du Contrat, et s'y conformer.
- c) L'Entrepreneur doit, à ses frais et à tout moment durant l'exécution des Travaux, veiller à ce que son Personnel chargé de réaliser une partie quelconque des Travaux y soit autorisé et habilité, selon ce qui est requis par toute Loi applicable et toute Autorité compétente.
- d) L'Entrepreneur doit envoyer toutes les notifications exigées et s'acquitter de toutes les taxes, de tous les droits et de tous les frais nécessaires, conformément aux Lois en lien avec l'exécution des Travaux.
- e) Dans le cadre de l'exécution des obligations qui lui incombent aux termes du Contrat, l'Entrepreneur reconnaît que les Lois et les réglementations du Pays en matière de douane et d'importations s'appliquent aux fournitures et aux expéditions de produits et de composants y afférents à destination du Pays. L'Entrepreneur reconnaît expressément que lesdites Lois et réglementations du Pays en matière de douane et d'importations interdisent notamment l'importation de certains produits et composants dans le Pays.
- f) Afin de lever toute ambiguïté, alors que l'Entrepreneur doit réaliser les Travaux conformément aux Lois applicables, quelles qu'elles soient, la Loi applicable au Contrat est la loi précisée à la Sous-Clause 17.3, alinéa j) [Arbitrage].

## 1.7 Cession ou novation

---

- a) L'Entrepreneur reconnaît et convient que le Maître d'ouvrage peut, à sa discrétion absolue, céder, transférer et/ou grever le bien-fonds d'un privilège du Contrat et/ou l'un quelconque de ses droits et responsabilités, intérêts et/ou avantages, présents ou futurs, aux termes des présentes, au bénéfice d'une tierce partie quelconque, sur Notification écrite adressée à l'Entrepreneur.
- b) L'Entrepreneur reconnaît et convient, si tel est requis par le Maître d'ouvrage, de prendre toutes les autres mesures nécessaires pour donner effet aux novations ou cessions ainsi qu'aux transferts ou aux grèvements aux termes de la Sous-Clause 1.7, alinéa a), y compris la signature d'un ou de plusieurs accords de novation ou de cession.
- c) L'Entrepreneur n'est pas habilité, sans l'accord écrit préalable du Maître d'ouvrage, à céder à une tierce partie quelconque ses intérêts aux termes du Contrat, ni aucun droit ou avantage concédé aux termes du Contrat.

## 1.8 Retard dans la fourniture de Pièces graphiques ou d'instructions

---

- a) L'Entrepreneur doit envoyer une Notification au Représentant du Maître d'ouvrage chaque fois que les Travaux sont susceptibles d'être retardés ou perturbés si de quelconques Pièces graphiques ou instructions nécessaires ne sont pas transmises à l'Entrepreneur dans un certain délai, qui doit être raisonnable.
- b) La Notification doit comprendre des précisions relatives à la Pièce graphique ou à l'instruction en question, des informations sur les motifs et le délai dans lequel ces documents devraient normalement être transmis, et une indication détaillée de la nature et de la durée du retard ou de l'interruption susceptibles d'être subis si lesdits documents sont transmis tardivement.

## 1.9 Documents et informations confidentiels

---

- a) Les informations et données que l'une ou l'autre des Parties considère comme étant protégées et qui sont fournies ou divulguées par une partie (ci-après la « Partie divulgatrice ») à l'autre (ci-après la « Partie réceptrice ») et désignées comme confidentielles (ci-après les « Informations ») doivent être traitées comme telles par l'autre Partie dans le cadre de la mise en œuvre du Contrat. La présente Sous-Clause 1.9 s'applique à l'utilisation de ces Informations.
- b) La Partie réceptrice :
  - i) exerce la même discrétion et prend les mêmes précautions pour empêcher la divulgation, la publication ou la diffusion des Informations de la Partie divulgatrice que celles qu'elle prendrait pour protéger des Informations lui appartenant qu'elle ne veut pas divulguer, publier ou diffuser ;
  - ii) ne peut utiliser les Informations de la Partie divulgatrice qu'aux fins pour lesquelles elles lui ont été communiquées.

- c) Si la Partie réceptrice est liée par un contrat écrit avec les personnes ou entités énumérées ci-après prévoyant que celles-ci doivent traiter les Informations de manière confidentielle conformément au Contrat et à la présente Sous-Clause 1.9, la Partie réceptrice pourra communiquer les Informations :
- i) à des tierces parties si la Partie divulgatrice leur en a préalablement donné l'autorisation écrite ;
  - ii) aux employés, responsables, représentants ou agents de la Partie réceptrice qui ont besoin des Informations pour la mise en œuvre du Contrat, et aux employés, responsables, représentants ou agents d'une personne morale qu'elle contrôle, qui la contrôle ou qui est contrôlée par une personne morale exerçant également un contrôle sur la Partie réceptrice, qui ont besoin de ces informations pour remplir les obligations découlant du Contrat, étant entendu qu'une personne morale contrôlée désigne aux fins des présentes :
    - une entité constituée dans laquelle la Partie détient ou contrôle, directement ou indirectement, plus de cinquante pour cent (50 %) des actions avec droit de vote ;
    - toute entité sur laquelle la Partie exerce un pouvoir de direction réel ;
    - pour le Maître d'ouvrage, un organe principal ou subsidiaire de l'Organisation des Nations Unies créé conformément à la Charte des Nations Unies.
- d) Tout renseignement, y compris les Informations, fourni à l'Entrepreneur par le Maître d'ouvrage ou en son nom constitue un bien et des archives de l'Organisation des Nations Unies au sens de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, volume 1, page 15 du Recueil des Traités des Nations Unies (1946), et l'article II de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, y compris ses sections 2, 3 et 4, s'applique à tous ces renseignements.
- e) Sous réserve des privilèges et immunités des Nations Unies et sans constituer une renonciation de ceux-ci, l'Entrepreneur peut divulguer des Informations s'il y est légalement tenu, à condition, lorsqu'il reçoit une demande en ce sens, d'en informer le Maître d'ouvrage suffisamment à l'avance afin de donner au Maître d'ouvrage, de manière raisonnable, la possibilité de prendre des mesures de protection ou toute autre disposition utile avant que l'Entrepreneur procède à une telle divulgation.
- f) Le Maître d'ouvrage peut divulguer des Informations dans la mesure où la Charte des Nations Unies l'exige, ou en application de résolutions ou règlements de l'Assemblée générale ou de règles promulguées en vertu de ceux-ci.
- g) La Partie réceptrice est libre de divulguer des Informations :
- i) qu'elle tient par ailleurs sans restriction de tierces parties ;
  - ii) que la Partie divulgatrice a elle-même communiquées à des tierces parties sans obligation de confidentialité ;



- iii) qu'elle détenait avant de souscrire au Contrat ;
  - iv) qu'elle détient indépendamment de la mise en œuvre du Contrat.
- h) Chacune des Parties peut toutefois être autorisée à divulguer les conditions du Contrat et tout document et autres informations qu'elle aura obtenus en vertu dudit Contrat sans le consentement écrit préalable de l'autre Partie si elle les communique de bonne foi :
- i) à tout assureur au titre d'une police d'assurance souscrite en vertu du Contrat ;
  - ii) à un quelconque Sous-traitant en vue de l'exécution des obligations qui incombent à cette Partie en vertu du Contrat ;
  - iii) à des consultants ou des conseillers externes engagés par ou pour le compte de la Partie à l'origine de la divulgation, lesdits consultants et conseillers agissant à ce titre dans le cadre des Travaux (en ce compris des conseillers en matière juridique, fiscale et d'assurance).
- i) Les obligations et restrictions concernant la confidentialité sont applicables pendant toute la durée du Contrat, y compris toute période de prolongation et, sauf disposition contraire du Contrat, restent en vigueur après sa résiliation.

## **1.10 Licences et droits de propriété relatifs à l'utilisation des Documents du Maître d'ouvrage et de l'Entrepreneur**

---

- a) Tous les Documents du Maître d'ouvrage doivent demeurer la propriété de ce dernier et doivent lui être restitués avant la délivrance du Certificat d'achèvement complet. L'Entrepreneur convient de n'acquiescer aucun droit sur les Documents du Maître d'ouvrage, que ce soit aux termes du Contrat ou autrement, et de ne pas utiliser ou divulguer les Documents du Maître d'ouvrage autrement qu'afin, uniquement et exclusivement, de s'acquiescer des obligations qui lui incombent aux termes du Contrat ou en lien avec celui-ci.
- b) L'Entrepreneur cède au Maître d'ouvrage absolument tous ses droits, titres et intérêts, y compris tous ses Droits de propriété intellectuelle, sur ses Documents et sur toute autre documentation qu'il crée et qu'il est tenu de fournir au Maître d'ouvrage ou au Représentant du Maître d'ouvrage aux termes du Contrat, et ce, dès la soumission desdits Documents au Représentant du Maître d'ouvrage.
- c) L'Entrepreneur s'engage à faire tout ce qui est nécessaire, ou demandé par le Maître d'ouvrage, pour permettre à ce dernier de détenir les Droits de propriété intellectuelle sur ses Documents, y compris céder formellement lesdits droits ou aider le Maître d'ouvrage ou son mandataire à obtenir le dépôt desdits droits sous son propre nom.

- d) L'Entrepreneur s'engage à faire tout ce qui est nécessaire, ou demandé par le Maître d'ouvrage, pour permettre à ce dernier d'utiliser ses Documents et les Droits de propriété intellectuelle sur ses Documents, y compris octroyer ou obtenir au nom du Maître d'ouvrage une licence perpétuelle, non restreinte, non exclusive, irrévocable, cessible et libre de redevances, afin de permettre au Maître d'ouvrage d'utiliser tous les Droits de propriété intellectuelle sur ses Documents, selon des conditions acceptables pour le Maître d'ouvrage, auprès de toutes les autres parties contribuant à l'exécution des obligations qui incombent à l'Entrepreneur aux termes du Contrat, ainsi que les droits, titres et intérêts sur tous les documents et autres Œuvres protégées au titre d'un droit de propriété intellectuelle constituant les Documents de l'Entrepreneur.
- e) L'Entrepreneur garantit que l'utilisation des Documents de l'Entrepreneur par le Maître d'ouvrage, dans le cadre du Projet et des Travaux ou autrement, n'enfreint aucun droit, y compris les Droits de propriété intellectuelle, d'une tierce partie quelconque.
- f) L'Entrepreneur doit obtenir la cession de tous les droits, titres et intérêts sur tous les documents et autres Œuvres protégées au titre d'un droit de propriété intellectuelle créés par les Sous-traitants et autres parties contribuant aux Travaux, dans le cadre de l'acquittement des obligations qui lui incombent aux termes de ce Contrat, auprès de ces personnes au bénéfice du Maître d'ouvrage.
- g) L'Entrepreneur concède au Maître d'ouvrage une licence perpétuelle, non exclusive, non cessible, libre de redevances et irrévocable d'utilisation, de reproduction, de modification et d'adaptation des Droits de propriété intellectuelle antérieurs de l'Entrepreneur aux fins de l'exécution du Contrat.
- h) En cas de résiliation du Contrat, le Maître d'ouvrage a le droit de recevoir la licence d'utilisation, aux fins de l'achèvement des Travaux et/ou pour faire en sorte que toute autre entité achève les Travaux, ou d'obtenir les Droits de propriété intellectuelle pour lesquels l'Entrepreneur a reçu un paiement.
- i) L'Entrepreneur doit obtenir de chaque Auteur, à ses propres frais et risques, un accord exprès prévoyant que l'Auteur n'applique aucun Droit moral dont il pourrait disposer présentement ou à l'avenir sur les Documents de l'Entrepreneur, notamment par la signature de tout accord ou toute renonciation relatifs aux Droits moraux requis par le Maître d'ouvrage.
- j) La présente Sous-Clause 1.10 demeure en vigueur après la résiliation du Contrat.

## 1.11 Responsabilité solidaire

---

- a) Si l'Entrepreneur est une Coentreprise :
  - i) les membres de ladite Coentreprise sont réputés solidairement responsables envers le Maître d'ouvrage des Travaux et de l'acquittement de toutes les obligations qui incombent à l'Entrepreneur aux termes du Contrat ou d'un manquement de sa part vis-à-vis desdites obligations. Les mesures prises par l'un (1) desdits membres sont réputées pleinement contraignantes pour les autres ;
  - ii) l'Entrepreneur ne doit pas altérer sa composition ni son statut juridique sans l'accord écrit préalable du Maître d'ouvrage.

## 1.12 Intégralité de l'accord et avenants

---

- a) Le Contrat constitue l'intégralité de l'accord conclu entre le Maître d'ouvrage et l'Entrepreneur concernant l'objet du Contrat, et annule et supprime tous les arrangements, déclarations, communications, négociations, accords et contrats antérieurs (qu'ils soient oraux ou écrits) passés entre ou conclus par les Parties en lien avec l'objet du Contrat avant la Date d'entrée en vigueur du Contrat.
- b) Le Contrat ou certains aspects du Contrat ne doivent être modifiés que par avis écrit signé par un représentant dûment habilité de chacune des Parties.

## 1.13 Publicité et utilisation du nom ou de l'emblème du Maître d'ouvrage et des Nations Unies

---

- a) L'Entrepreneur ne doit pas :
  - i) faire état publiquement, à des fins commerciales ou publicitaires, du fait qu'il a souscrit un contrat avec le Maître d'ouvrage ou les Nations Unies ; ou
  - ii) utiliser à des fins commerciales ou autres, sous quelque forme que ce soit, le nom, l'emblème ou le sceau officiel du Maître d'ouvrage ou des Nations Unies, ou toute abréviation du nom du Maître d'ouvrage ou des Nations Unies en lien avec son activité ou autre, sans l'autorisation écrite du Maître d'ouvrage.
- b) L'Entrepreneur peut utiliser les informations et supports relatifs aux Travaux à des fins de soumission d'offres avec l'autorisation écrite préalable du Maître d'ouvrage.
- c) Les dispositions de la présente Sous-Clause 1.13 demeurent en vigueur après l'exécution, l'expiration ou la résiliation du Contrat.

## 1.14 Privilèges et immunités

---

- a) Aucune disposition du présent Contrat ou de tout élément y étant lié ne doit être considérée comme une renonciation, explicite ou implicite, à l'un quelconque des privilèges ou l'une quelconque des immunités des Nations Unies, y compris ses organes subsidiaires, dont le Maître d'ouvrage fait partie intégrante, qui sont expressément réservés par le présent Contrat.

## 1.15 Taxes et droits de douane

---

- a) La Section 7 de l'Article II de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies dispose, entre autres, que l'Organisation des Nations Unies, y compris le Maître d'ouvrage en tant qu'organe subsidiaire, sont exonérés de tout impôt direct, à l'exception des taxes pour les services d'utilité publique, et qu'ils sont exonérés de tous droits de douane et prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation à l'égard d'objets importés ou exportés par l'Organisation des Nations Unies pour son usage officiel. Si une Autorité gouvernementale refuse de reconnaître l'exonération desdits droits, taxes ou restrictions par le Maître d'ouvrage, l'Entrepreneur doit immédiatement consulter le Maître d'ouvrage afin de déterminer une procédure mutuellement acceptable.
- b) L'Entrepreneur autorise le Maître d'ouvrage à déduire de son paiement tout montant représentant lesdits impôts, droits de douane ou taxes, à moins que l'Entrepreneur ne se soit entendu avec le Maître d'ouvrage avant ledit paiement et que, dans chacun de ces cas, le Maître d'ouvrage ait expressément autorisé, par écrit, l'Entrepreneur à payer ces impôts, droits de douane ou taxes. Dans ce cas, l'Entrepreneur doit fournir au Maître d'ouvrage une preuve écrite que le paiement de ces impôts, droits ou taxes a été effectué et dûment autorisé, et le Maître d'ouvrage pourra rembourser à l'Entrepreneur lesdits impôts, droits ou taxes ainsi autorisés par le Maître d'ouvrage et payés par l'Entrepreneur sous réserve d'une réclamation écrite.

## 1.16 Données personnelles

---

- a) L'Entrepreneur prend toutes les mesures appropriées pour protéger les informations concernant une personne physique identifiée ou identifiable, y compris toute information dont la divulgation pourrait porter préjudice à cette personne physique identifiée ou identifiable qui est :
  - i) obtenue par l'Entrepreneur auprès du Maître d'ouvrage dans le cadre de la mise en œuvre du Contrat ou en rapport avec celle-ci ;
  - ii) autrement traitée par l'Entrepreneur pour le compte du Maître d'ouvrage, dans le cadre de la mise en œuvre du Contrat ou en rapport avec celle-ci (ci-après les « Données personnelles du Maître d'ouvrage »).
- b) Sans préjudice de la généralité de la Sous-Clause 1.16 a) , et sauf disposition contraire plus spécifique du Contrat, l'Entrepreneur doit, au minimum :

- i) aux fins du Contrat et sous réserve des dispositions de la présente Sous-Clause 1.16 c) , traiter les Données personnelles du Maître d'ouvrage comme des informations au sens de la Sous-Clause 1.9 *[Documents et informations confidentiels]* ci-dessus ;
  - ii) traiter les Données personnelles du Maître d'ouvrage d'une manière adéquate, pertinente et limitée à ce qui est nécessaire à la mise en œuvre du Contrat, et veiller à ce que les Données personnelles du Maître d'ouvrage ne soient pas conservées plus longtemps que nécessaire pour fournir les services prévus par le Contrat ;
  - iii) à la demande du Maître d'ouvrage, mettre à jour ou rectifier les Données personnelles du Maître d'ouvrage pour en assurer l'exactitude ;
  - iv) transférer les Données personnelles du Maître d'ouvrage à des tierces parties, y compris les agents ou sous-traitants de l'Entrepreneur, uniquement conformément aux exigences du Contrat et selon des modalités équivalentes à celles énoncées dans la présente Sous-Clause 1.16 et la Sous-Clause 1.9 *[Documents et informations confidentiels]*, étant entendu que les dispositions de la présente Sous-Clause 1.16 prévaudront dans la mesure où les dispositions de la présente Sous-Clause 1.16 sont plus restrictives que celles énoncées à la Sous-Clause 1.9 *[Documents et informations confidentiels]* ;
  - v) aviser immédiatement le Maître d'ouvrage par écrit de toute violation de données ou de la sécurité ; prendre immédiatement des mesures pour en atténuer les conséquences ou y remédier, y compris les mesures demandées par le Maître d'ouvrage ; et informer régulièrement le Maître d'ouvrage de toutes les mesures prises par l'Entrepreneur pour remédier à ces violations de données ou de sécurité ainsi que de leur avancement ;
  - vi) selon les modalités du Contrat ou sur instruction écrite du Maître d'ouvrage, retourner, supprimer ou détruire les Données personnelles du Maître d'ouvrage et, sur demande écrite du Maître d'ouvrage, fournir au Maître d'ouvrage des preuves de cette suppression ou destruction ;
  - vii) consulter le Maître d'ouvrage et suivre ses instructions en ce qui concerne le traitement de toute demande ou plainte émanant de tierces parties concernant les Données personnelles du Maître d'ouvrage adressée ou reçue par l'Entrepreneur.
- c) Le Maître d'ouvrage traite toute information obtenue auprès de l'Entrepreneur, dans le cadre du Contrat ou en rapport avec celui-ci, concernant une personne physique identifiée ou identifiable, y compris toute information dont la divulgation pourrait porter préjudice à cette personne, uniquement conformément à son propre cadre juridique.
- d) Les dispositions de la présente Sous-Clause 1.16 resteront en vigueur après toute résiliation ou expiration du Contrat.

## 2 LE MAÎTRE D'OUVRAGE

### 2.1 Droit d'accès au Site

---

- a) Le Maître d'ouvrage doit donner à l'Entrepreneur un droit d'accès s'appliquant aux parties du Site indiquées à l'Annexe 2.2 [*Plan du Site*] et lui assurer une mise à disposition non exclusive desdites parties au(x) moment(s) précisé(s) à l'Annexe en question, sous réserve de toutes restrictions d'accès progressif ou partagé comme indiqué à ladite Annexe 2.2 [*Plan du Site*].

### 2.2 Assistance

---

- a) À la demande de l'Entrepreneur, le Maître d'ouvrage (lorsqu'il est en position de le faire) est tenu de fournir rapidement à l'Entrepreneur une assistance raisonnable dans le cadre de la demande de tout permis ou de toute approbation ou licence requis par la Loi :
  - i) que l'Entrepreneur est tenu d'obtenir aux termes de la Sous-Clause 1.6 [*Respect des Lois*] ;
  - ii) pour la livraison des Biens, y compris leur dédouanement ; et/ou
  - iii) pour l'exportation des Équipements de l'Entrepreneur lorsqu'ils sont enlevés du Site, le cas échéant.

### 2.3 Matériaux fournis par le Maître d'ouvrage, Équipements du Maître d'ouvrage et Installations du Maître d'ouvrage

---

- a) Si les Matériaux fournis par le Maître d'ouvrage et/ou les Équipements du Maître d'ouvrage et/ou les Installations du Maître d'ouvrage à la disposition de l'Entrepreneur pour l'exécution des Travaux sont énumérés dans le Cahier des charges, le Maître d'ouvrage doit mettre lesdits matériaux, équipements et/ou installations à la disposition de l'Entrepreneur, conformément aux informations, échéances, modalités, tarifs et prix indiqués dans le Contrat, le cas échéant.
- b) L'Entrepreneur est responsable de chaque élément des Équipements du Maître d'ouvrage et/ou des Installations du Maître d'ouvrage et/ou des Matériaux fournis par le Maître d'ouvrage qu'il utilise, occupe ou a en sa possession.

### 2.4 Instructions du Maître d'ouvrage

---

- a) Le Maître d'ouvrage et le Représentant du Maître d'ouvrage ou l'Assistant du Représentant du Maître d'ouvrage peuvent transmettre à l'Entrepreneur (à tout moment) des instructions et des Pièces graphiques supplémentaires ou modifiées pouvant être nécessaires à l'exécution des Travaux conformément au Contrat. L'Entrepreneur doit uniquement recevoir des instructions de la part du Maître d'ouvrage et du Représentant du Maître d'ouvrage ou de l'Assistant du Représentant du Maître d'ouvrage auquel des pouvoirs suffisants ont été délégués à cette fin aux termes du Contrat.

- b) L'Entrepreneur est tenu de se conformer aux instructions du Maître d'ouvrage et du Représentant du Maître d'ouvrage (ou de l'Assistant du Représentant du Maître d'ouvrage) avec célérité et sans délai.
- c) S'il est précisé dans les instructions que celles-ci constituent une Variation, alors la Sous-Clause 9.1 [*Droit de Variation*] s'applique.

## 3 LE REPRÉSENTANT DU MAÎTRE D'OUVRAGE

### 3.1 Représentant du Maître d'ouvrage

---

- a) Le Maître d'ouvrage doit désigner le Représentant du Maître d'ouvrage, lequel est tenu d'exécuter les tâches qui lui sont assignées aux termes du Contrat et exerce les pouvoirs que lui a conférés le Maître d'ouvrage. Le Représentant du Maître d'ouvrage est réputé agir au nom du Maître d'ouvrage aux termes du Contrat.
- b) Les tâches et pouvoirs délégués du Représentant du Maître d'ouvrage sont décrits dans le Contrat et/ou indiqués à l'Annexe 3.8 [*Délégations du Maître d'ouvrage*]. Nonobstant les pouvoirs délégués au Représentant du Maître d'ouvrage, le Maître d'ouvrage dispose de tous ses pouvoirs aux termes du Contrat.
- c) Le Représentant du Maître d'ouvrage n'est pas autorisé à modifier le Contrat, ni à décharger ou exonérer l'Entrepreneur de tout devoir, toute obligation ou toute responsabilité qui lui incombe aux termes du Contrat ou en lien avec celui-ci.

### 3.2 Assistants du Représentant du Maître d'ouvrage

---

- a) Le Maître d'ouvrage ou le Représentant du Maître d'ouvrage peuvent ponctuellement assigner des tâches et déléguer des pouvoirs aux Assistants du Représentant du Maître d'ouvrage, et révoquer une telle assignation ou délégation après en avoir averti l'Entrepreneur par Notification. Le cas échéant, ils doivent décrire les tâches assignées et les pouvoirs délégués aux Assistants du Représentant du Maître d'ouvrage.
- b) Les Assistants du Représentant du Maître d'ouvrage ne sont pas autorisés à modifier le Contrat, ni à décharger ou exonérer l'Entrepreneur de tout devoir, toute obligation ou toute responsabilité qui lui incombe aux termes du Contrat ou en lien avec celui-ci.

### 3.3 Instructions et approbations

---

- a) Aucune approbation ou Non-objection, ni aucun commentaire, consentement, Examen ou acte similaire (y compris l'absence de désapprobation, de commentaire ou d'Examen) par ou pour le compte du Maître d'ouvrage, du Représentant du Maître d'ouvrage ou de l'Assistant du Représentant du Maître d'ouvrage, ne décharge l'Entrepreneur des garanties, obligations ou responsabilités qui lui incombent aux termes du Contrat ou en lien avec celui-ci.



## 4 L'ENTREPRENEUR

### 4.1 Obligations générales de l'Entrepreneur

---

- a) L'Entrepreneur doit concevoir (dans la mesure spécifiée dans le Contrat) et exécuter les Travaux :
  - i) correctement et conformément au Contrat et à toutes les Lois applicables ;
  - ii) en appliquant les normes de compétence, de soin et de diligence raisonnablement attendues d'un entrepreneur dûment qualifié et possédant une certaine expérience dans l'exécution de travaux d'un type, d'une nature, d'une ampleur et d'une complexité similaires aux Travaux ;
  - iii) conformément aux Règles de l'art ;
  - iv) au moyen d'installations correctement équipées et d'Installations de chantier et de Matériaux neufs, de bonne qualité et non dangereux, et lorsque la qualité d'exécution, des Matériaux et des Installations de chantier n'est pas précisée, elle doit convenir aux usages auxquels ceux-ci sont destinés ;
  - v) conformément à toute exigence en matière d'accès ; et
  - vi) de manière à garantir que l'exploitation commerciale entière, efficace, économique et sans danger des Travaux s'achève avec le moins d'interruptions, d'entretien et de réparations possible.
- b) L'Entrepreneur doit fournir les Installations de chantier (et, le cas échéant, les pièces de rechange), les Documents de l'Entrepreneur spécifiés dans le Contrat, ainsi que l'ensemble de son Personnel et de ses Biens, consommables et autres articles et services, qu'ils soient de nature provisoire ou permanente, nécessaires pour s'acquitter des obligations qui lui incombent aux termes du Contrat.
- c) Tous les Matériaux et toutes les Installations de chantier autorisés sur le Site visant à être intégrés aux Travaux permanents sont réputés être la propriété du Maître d'ouvrage.
- d) L'Entrepreneur doit être responsable de tous les aspects liés à la gestion et la supervision du Site, au caractère adéquat, à la stabilité et à la sécurité des activités menées sur le Site, ainsi que de toutes les méthodes de construction employées. Sauf dans la mesure spécifiée dans le Contrat, l'Entrepreneur est responsable de tous les Documents de l'Entrepreneur, des Travaux temporaires et de la conception de chaque élément des Installations de chantier et des Matériaux, selon ce qui est requis pour que lesdits éléments soient conformes aux dispositions du Contrat.
- e) L'Entrepreneur doit fournir au Représentant du Maître d'ouvrage, sous une forme acceptable pour ce dernier, des rapports mensuels, ou plus fréquents à sa demande, sur l'avancée des Travaux et tout aspect sanitaire, sécuritaire, social et environnemental lié aux Travaux. De tels rapports doivent être conformes à toute exigence spécifiée à l'Annexe 3.7 [*Exigences en matière de rapports*].

- f) Si le Cahier des charges indique que les documents conformes à l'exécution et/ou les manuels d'exploitation et de maintenance s'appliquent, l'Entrepreneur doit adresser au Représentant du Maître d'ouvrage lesdits documents conformément au Cahier des charges ; ceux-ci doivent être suffisamment détaillés pour que le Maître d'ouvrage puisse exploiter, entretenir, démanteler, réassembler, ajuster et réparer ce Lot ou cette partie des Travaux.
- g) L'Entrepreneur doit également dispenser la formation du Personnel du Maître d'ouvrage et/ou de tout autre personnel identifié chargé de l'exploitation et de la maintenance des parties des Travaux concernées (le cas échéant), tel qu'indiqué à l'Annexe 3.2.G [*Exigences en matière de formation*].
- h) L'Entrepreneur garantit que, dans le cadre de la conception (dans la mesure requise par le Contrat) et de l'exécution des Travaux, il ne prévoit ni n'autorise, à quelque moment que ce soit, l'utilisation de quelconques matériaux qui, au moment de la réalisation des Travaux, sont généralement considérés comme, ou suspectés d'être, des Matériaux interdits ; l'Entrepreneur doit, lorsqu'il lui en est fait la demande, transmettre au Maître d'ouvrage, et à toute personne désignée par celui-ci, un certificat confirmant que l'utilisation de matériaux d'un tel type n'a pas été prévue ou autorisée.

## 4.2 Garantie de bonne exécution

---

- a) L'Entrepreneur doit obtenir (à ses frais) une Garantie de bonne exécution inconditionnelle et irrévocable en vue d'assurer la bonne exécution des obligations aux termes du Contrat par ses soins, d'un montant et dans la devise précisés à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*].
- b) Sauf disposition contraire dans le Contrat, l'Entrepreneur doit fournir au Maître d'ouvrage ladite Garantie de bonne exécution dans les quatorze (14) jours suivant la Date d'entrée en vigueur du Contrat. La Garantie de bonne exécution doit être émise par une grande banque ou institution financière accréditée approuvée par le Maître d'ouvrage et doit être fondée sur les conditions établies à l'Annexe 5.2 [*Formulaire de Garantie de bonne exécution*] et produite sous la forme stipulée à ladite Annexe.
- c) L'Entrepreneur doit garantir que la Garantie de bonne exécution reste valide et applicable jusqu'à la délivrance du Certificat d'achèvement complet ou, si un litige survient dans le cadre du Contrat, jusqu'à la résolution finale dudit litige, la date la plus tardive prévalant.
- d) Si l'Entrepreneur est la filiale d'une autre entreprise, celui-ci doit, en cas de demande formulée par le Maître d'ouvrage à son entière discrétion, faire en sorte que sa société mère ultime ou que toute autre société mère (selon ce que le Maître d'ouvrage est susceptible d'approuver à son entière discrétion) fournisse une garantie de société mère dans un format homologué.

- e) Nonobstant toute autre disposition du Contrat, la fourniture et la conservation de la Garantie de bonne exécution sont à la charge, à tous égards, de l'Entrepreneur et constituent une condition préalable au droit de l'Entrepreneur à recevoir tout paiement de la part du Maître d'ouvrage aux termes du Contrat, à l'exception de l'acompte, conformément aux termes de la Sous-Clause 10.2 [Acompte], et aucun paiement (à l'exception de l'acompte) n'est dû ou exigible tant que les dispositions de la Sous-Clause 4.2 ne sont pas satisfaites.

## 4.3 Représentant de l'Entrepreneur

---

- a) Le Représentant de l'Entrepreneur est la personne désignée à l'Annexe 1 [Détails du Contrat].
- b) L'Entrepreneur est tenu d'aviser le Maître d'ouvrage de l'étendue des pouvoirs conférés au Représentant de l'Entrepreneur, qui lui sont indispensables pour agir au nom et pour le compte de l'Entrepreneur aux termes du Contrat. L'Entrepreneur est responsable de l'ensemble des actes et omissions du Représentant de l'Entrepreneur.
- c) L'Entrepreneur ne doit pas, sans l'accord préalable du Représentant du Maître d'ouvrage, révoquer la nomination du Représentant de l'Entrepreneur, ni désigner un remplaçant. Une fois que l'Entrepreneur a obtenu l'accord du Représentant du Maître d'ouvrage, il doit lui soumettre, pour approbation, le nom et les coordonnées de la personne qu'il propose de nommer pour remplacer le Représentant de l'Entrepreneur.
- d) Le Représentant de l'Entrepreneur doit être qualifié, expérimenté et compétent dans les principaux domaines d'ingénierie applicables aux Travaux, et parler couramment la langue utilisée pour les communications définie à la Sous-Clause 1.4 [Langue du Contrat].
- e) Le Représentant de l'Entrepreneur doit être basé sur le Site tout au long de l'exécution des Travaux à cet endroit.

## 4.4 Sous-traitance

---

- a) L'Entrepreneur ne doit pas sous-traiter la totalité des Travaux.
- b) L'Entrepreneur ne doit pas sous-traiter toute partie des Travaux comprenant la fourniture de Matériaux, d'Installations de chantier et de main-d'œuvre sans l'avis écrit préalable du Maître d'ouvrage.
- c) Afin d'obtenir l'accord écrit préalable du Maître d'ouvrage, l'Entrepreneur doit avertir le Représentant du Maître d'ouvrage au plus tard dans les vingt-huit (28) jours précédant la nomination prévue d'un ou de plusieurs Sous-traitant(s) et fournir des précisions détaillées à son/leur sujet afin de montrer que ce(s) dernier(s) :
  - i) répond(ent) aux critères d'éligibilité du Maître d'ouvrage ; et
  - ii) dispose(nt) de l'expérience et des capacités nécessaires pour exécuter les parties des Travaux sous-traitées et/ou fournir les Matériaux et/ou les Installations de chantier.

- d) L'autorisation du Maître d'ouvrage n'est pas requise lorsque le nom du ou des Sous-traitant(s) est mentionné dans la Soumission de l'Entrepreneur, accepté par le Maître d'ouvrage et inclus dans le Contrat, ou figure de toute autre manière dans l'un quelconque des documents constituant le Contrat, ou lorsque les Sous-traitants sont des Sous-traitants désignés.
- e) L'Entrepreneur ne doit pas résilier le sous-contrat sans en avertir au préalable le Maître d'ouvrage en fournissant une explication complète des motifs justifiant une telle décision.
- f) L'Entrepreneur doit déployer tous les efforts raisonnables en vue d'employer des Sous-traitants du Pays.
- g) Le Maître d'ouvrage peut mentionner le(s) Sous-traitant(s) désigné(s) dans le Contrat et demander à l'Entrepreneur de rechercher et d'employer le(s) Sous-traitant(s) désigné(s) aux fins de l'exécution des travaux ou de la fourniture des installations de chantier, matériaux ou services nécessaires.
- h) L'Entrepreneur n'est soumis à aucune obligation d'employer un Sous-traitant désigné, mandaté par le Maître d'ouvrage et contre lequel l'Entrepreneur soulève une objection raisonnable en envoyant une Notification accompagnée de justificatifs détaillés au Maître d'ouvrage dans les quatorze (14) jours suivant la réception de l'instruction du Maître d'ouvrage.
- i) L'Entrepreneur est responsable du travail de tous les Sous-traitants et Sous-traitants désignés, de la gestion et de la coordination des activités des Sous-traitants, ainsi que des actes, omissions et manquements de tout Sous-traitant ou Sous-traitant désigné, et de n'importe lequel de leurs agents ou employés, comme s'il s'agissait d'actes, d'omissions ou de manquements attribuables à l'Entrepreneur.

## 4.5 Personnel de l'Entrepreneur

---

- a) Le Personnel de l'Entrepreneur (y compris le Personnel clé) doit être dûment qualifié, compétent et expérimenté dans son métier et sa profession.
- b) L'Entrepreneur ne doit pas recruter, ni tenter de recruter, du personnel et de la main-d'œuvre parmi le Personnel du Maître d'ouvrage (ni sa main-d'œuvre, ses employés et ses agents respectifs).
- c) Le Maître d'ouvrage peut exiger que l'Entrepreneur révoque (ou fasse révoquer) toute personne employée par l'Entrepreneur ou ses Sous-traitants sur le Site ou pour l'exécution des Travaux, y compris le Représentant et le Personnel clé de l'Entrepreneur, qui, de l'avis du Maître d'ouvrage ou du Représentant du Maître d'ouvrage :
  - i) maintient une quelconque conduite abusive ou absence de diligence ;
  - ii) est incompetente ou négligente dans l'accomplissement de ses tâches ;
  - iii) ne se conforme pas aux dispositions du Contrat ;
  - iv) maintient une quelconque conduite préjudiciable en matière de santé, de sécurité et/ou de protection de l'environnement ;
  - v) est reconnue coupable, selon des preuves raisonnables, d'avoir commis des Pratiques interdites ; et/ou

- vi) a été recrutée parmi le Personnel du Maître d'ouvrage, ce qui contrevient aux dispositions de la Sous-Clause 4.5, alinéa b).
- d) Lorsque la Sous-Clause 4.5, alinéa c) s'applique, alors l'Entrepreneur doit désigner (ou faire désigner) un remplaçant adéquat pour chaque personne ainsi révoquée.
- e) L'Entrepreneur ne doit pas, sans l'accord préalable du Représentant du Maître d'ouvrage, révoquer la nomination d'un membre du Personnel clé, ni désigner un remplaçant.
- f) Les dommages-intérêts ou les indemnités imposés par la loi relevant ou découlant de tout accident ou toute blessure subi(e) par un membre du Personnel de l'Entrepreneur ne doivent pas être imputables au Maître d'ouvrage.
- g) L'Entrepreneur doit informer son Personnel des procédures et des normes à suivre aux termes du présent Contrat.

## 4.6 Non-paiement de la part de l'Entrepreneur

---

- a) Si le Maître d'ouvrage prend connaissance du fait que l'Entrepreneur n'a pas payé le(s) Sous-traitant(s), le(s) Sous-traitant(s) désigné(s) ou son Personnel conformément au présent Contrat, il peut transmettre à l'Entrepreneur une Notification lui demandant de fournir des justificatifs raisonnables prouvant :
  - i) que le(s) Sous-traitant(s), le(s) Sous-traitant(s) désigné(s) ou le Personnel de l'Entrepreneur ont reçu l'intégralité des montants dus ;
  - ii) au Maître d'ouvrage que l'Entrepreneur est raisonnablement en droit de suspendre ou de refuser le paiement desdits montants au(x) Sous-traitant(s), au(x) Sous-traitant(s) désigné(s) ou à son Personnel.
- b) Le Maître d'ouvrage peut, à son entière discrétion, verser directement au Personnel de l'Entrepreneur, au(x) Sous-traitant(s) ou au(x) Sous-traitant(s) désigné(s) en question le montant que le Maître d'ouvrage juge dû et pour lequel l'Entrepreneur n'a fourni aucune preuve indiquée à la Sous-Clause 4.6, alinéa a). Le Maître d'ouvrage doit alors transmettre à l'Entrepreneur une Notification indiquant le montant versé directement, et recouvrer le montant ainsi versé en tant que dette due par l'Entrepreneur au Maître d'ouvrage, conformément à la Sous-Clause 10.12 [*Compensation*].
- c) Le Maître d'ouvrage peut demander à l'Entrepreneur d'inclure dans son Relevé, et ce, conformément à la Sous-Clause 10.3 [*Relevés de l'Entrepreneur*], une confirmation des paiements dus à ses Sous-traitants, à ses Sous-traitants désignés et à son Personnel selon l'échéancier des paiements inclus dans l'accord conclu entre l'Entrepreneur et ses sous-traitants et membres du personnel.

## 4.7 Équipements de l'Entrepreneur

---

- a) L'Entrepreneur doit être responsable de l'ensemble des Équipements de l'Entrepreneur se trouvant sur le Site, ainsi que de la tenue de la documentation y afférente. Une fois arrivés sur le Site, les Équipements de l'Entrepreneur sont réputés être exclusivement destinés à l'exécution des Travaux. L'Entrepreneur ne peut retirer du Site aucun élément important de ses Équipements sans l'accord écrit préalable du Représentant du Maître d'ouvrage.
- b) Tous les Équipements de l'Entrepreneur doivent être en parfait état de fonctionnement, et entretenus et remisés conformément aux recommandations des fabricants ou des fournisseurs pendant la durée de leur utilisation sur le Site. Aucun équipement défectueux ou dangereux ne doit être utilisé, et tous les équipements défectueux ou dangereux doivent être retirés du Site par l'Entrepreneur, à ses frais, lorsque le Représentant du Maître d'ouvrage lui en fait la demande.

## 4.8 Jalonnement

---

- a) L'Entrepreneur est tenu de définir les Travaux en relation avec les points, lignes et niveaux de référence originaux spécifiés dans le Contrat ou notifiés par le Représentant du Maître d'ouvrage. L'Entrepreneur doit être responsable du bon positionnement de toutes les parties des Travaux, y compris de la vérification de l'exactitude desdits éléments de référence avant de jalonner les Travaux, et doit corriger toute erreur relative à la position, au niveau, à la dimension ou à l'alignement des Travaux.

## 4.9 Santé, sécurité et protection sociale et environnementale

---

- a) Dans les vingt et un (21) jours suivant la Date de commencement et avant le début des activités de construction sur le Site, l'Entrepreneur doit transmettre au Représentant du Maître d'ouvrage le Plan de gestion en matière de santé et de sécurité et le Plan de gestion sociale et environnementale expressément préparés pour les Travaux, le Site et tout autre endroit (le cas échéant) où l'Entrepreneur entend réaliser les Travaux. Par la suite, chaque fois que les Plans sont mis à jour ou révisés, une copie doit rapidement être soumise au Représentant du Maître d'ouvrage.
- b) Tout au long de l'exécution des Travaux, l'Entrepreneur doit :
  - i) respecter toutes les réglementations de santé et de sécurité en vigueur émises par les Autorités compétentes, ainsi que les politiques, lignes directrices, procédures et exigences en la matière spécifiées dans le Cahier des charges, et ce, jusqu'à la délivrance du Certificat d'achèvement complet ;
  - ii) mettre en œuvre et appliquer un système de santé et de sécurité qui, au minimum, doit être conforme aux dispositions de la Sous-Clause 4.9, alinéa b), point i), ainsi que toute exigence que le Représentant du Maître d'ouvrage doit, de temps à autre, notifier à l'Entrepreneur ;

- iii) soumettre au Représentant du Maître d'ouvrage, pour information et avant chaque phase de conception (le cas échéant) et d'exécution des Travaux, toutes les procédures et tous les documents de conformité spécifiés dans le Contrat et le Cahier des charges, y compris les énoncés méthodologiques sur les procédures de travail sûres, les évaluations des risques et les documents qui montrent que les membres du personnel ont pris connaissance des analyses de risque, des contrôles essentiels et d'autres documents qui peuvent les aider à prévenir les principaux risques sanitaires et sécuritaires ;
  - iv) veiller à la santé et la sécurité de toutes les personnes habilitées à se trouver sur le Site ;
  - v) déployer des efforts raisonnables pour éviter qu'une obstruction inutile entrave le Site et les Travaux, de façon à ne mettre aucune desdites personnes en danger ;
  - vi) fournir des clôtures et l'éclairage, et assurer la protection et la surveillance des Travaux jusqu'à la réception provisoire aux termes de la Clause 7 [*Réception provisoire par le Maître d'ouvrage*] et durant les activités menées pour achever les Travaux en souffrance et corriger les défauts ;
  - vii) réaliser tous Travaux temporaires (routes, voies, dispositifs de protection, clôtures, etc.) éventuellement rendus nécessaires dans le cadre de l'exécution des Travaux, lesdits ouvrages étant destinés à l'utilisation et la protection du public ainsi que des propriétaires et occupants des terrains adjacents ; et
  - viii) fournir au Représentant du Maître d'ouvrage un accès raisonnable aux documents et aux installations de l'Entrepreneur, sur le Site et en dehors, afin de lui permettre d'évaluer la conformité des activités de l'Entrepreneur avec les dispositions de la présente Sous-Clause 4.9.
- c) Lorsqu'une maladie de nature épidémique vient à se propager, l'Entrepreneur doit respecter et appliquer toutes les réglementations, directives et exigences susceptibles d'être imposées par les Autorités compétentes ou les autorités médicales ou sanitaires locales pour surmonter une telle épidémie ou y faire face.
- d) Nonobstant tout autre droit ou recours à la disposition du Maître d'ouvrage, l'Entrepreneur convient que, en cas de non-conformité aux obligations qui lui incombent en matière de santé et de sécurité telles qu'indiquées dans le Contrat, le Représentant du Maître d'ouvrage peut transmettre à l'Entrepreneur une Notification d'amélioration en matière de santé et de sécurité. Ladite Notification doit être émise conformément aux dispositions de la Sous-Clause 11.1 [*Notification de rectification*]. Dans un tel cas, l'Entrepreneur est tenu de prendre toute mesure corrective nécessaire à la mise en application de la Notification d'amélioration en matière de santé et de sécurité, à ses frais, à la demande du Représentant du Maître d'ouvrage dans ladite Notification.
- e) Conformément à la Notification de rectification, le Maître d'ouvrage a le droit de résilier le Contrat aux termes de la Clause 11 [*Résiliation par le Maître d'ouvrage*] lorsque l'Entrepreneur enfreint les dispositions de la Notification d'amélioration en matière de santé et de sécurité.

- f) Par ailleurs, le Représentant du Maître d'ouvrage est autorisé à suspendre tout ou partie des Travaux tant que l'Entrepreneur continue d'enfreindre les obligations qui lui incombent en matière de santé et de sécurité et jusqu'à ce qu'il ait pris les mesures correctives nécessaires, à ses propres frais, à la demande et à la satisfaction du Représentant du Maître d'ouvrage. Afin de lever toute ambiguïté en cas de suspension d'un tel type, l'Entrepreneur n'est habilité à bénéficier d'aucune Prolongation de délai ni d'aucune augmentation du Prix contractuel, conformément aux dispositions de la Sous-Clause 6.7 [*Conséquences de la suspension imposée par le Maître d'ouvrage*].
- g) Si un risque imminent survient sur le Site, nonobstant toute autre disposition du Contrat, le Personnel du Maître d'ouvrage a le droit de suspendre immédiatement tout ou partie des Travaux par instructions orales, selon le cas. Le Représentant du Maître d'ouvrage doit en être informé dans les plus brefs délais ; il doit évaluer la situation et demander à l'Entrepreneur de prendre toute mesure corrective nécessaire avant que les Travaux puissent reprendre. Le Maître d'ouvrage doit alors confirmer la suspension et les mesures correctives par écrit, dans un délai maximal de quarante-huit (48) heures après avoir été informé de la suspension.
- h) L'Entrepreneur est également tenu de s'acquitter de toute amende et de tout frais de remédiation tels que spécifiés au Contrat, le cas échéant, et/ou tels qu'imposés par toute Autorité compétente chargée des manquements sanitaires, sécuritaires, sociaux et environnementaux.
- i) Le Maître d'ouvrage peut demander à l'Entrepreneur de révoquer le Sous-traitant et/ou le Sous-traitant désigné en cas de manquement aux obligations en matière de santé et de sécurité par ce dernier, que le Représentant du Maître d'ouvrage juge grave ou récurrente.
- j) Si un incident en matière de santé ou de sécurité survient durant l'exécution des Travaux, le Représentant de l'Entrepreneur doit, dans les meilleurs délais et dans les vingt-quatre (24) heures suivant l'incident, soumettre au Représentant du Maître d'ouvrage un rapport décrivant en détail l'incident en question.
- k) L'Entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'environnement (à la fois sur le Site et en dehors) et se conformer systématiquement au Plan de gestion sociale et environnementale applicable aux Travaux. En toutes circonstances, l'Entrepreneur doit :
  - i) remplir ses obligations aux termes du Contrat de manière responsable sur le plan environnemental et social, en veillant à ce que toutes les précautions nécessaires soient prises pour éviter les répercussions négatives sur l'environnement et sur les communautés, conformément aux Règles de l'art (à la fois sur le Site et en dehors) ;
  - ii) éviter tous dommages et nuisances aux personnes ou aux biens résultant de la pollution, du bruit, des vibrations et d'autres effets causés par ses activités. En cas de dommages ou de nuisances, des mesures d'atténuation et de correction doivent être prises par l'Entrepreneur à ses frais ;



- iii) se conformer aux politiques, lignes directrices, normes, procédures et exigences spécifiées dans le Cahier des charges, ainsi qu'aux politiques, lignes directrices, normes, procédures et exigences de toutes les Autorités compétentes concernant la protection de l'environnement ; et
- iv) garantir que les émissions, rejets en surface, effluents et tout autre polluant émanant de ses activités ne dépassent pas les limites indiquées dans le Contrat et autrement prescrites par la Loi.

#### 4.10 Système de gestion de la qualité

---

- a) L'Entrepreneur doit préparer et mettre en œuvre (et garantir que tous Sous-traitants et Sous-traitants désignés mettent en œuvre) un Système de gestion de la qualité afin de montrer qu'il se conforme aux exigences énoncées dans le Contrat. Ledit Système doit être préparé expressément pour les Travaux et transmis au Représentant du Maître d'ouvrage dans les vingt et un (21) jours suivant la Date de commencement.
- b) L'Entrepreneur doit régulièrement effectuer un contrôle interne du Système de gestion de la qualité et en transmettre les résultats au Représentant du Maître d'ouvrage, accompagnés de toute mesure proposée pour améliorer et/ou rectifier ledit Système et/ou sa mise en œuvre. Par la suite, chaque fois que le Système de gestion de la qualité est mis à jour ou révisé, une copie doit rapidement être transmise au Représentant du Maître d'ouvrage.

#### 4.11 Tests effectués par l'Entrepreneur

---

- a) L'Entrepreneur doit réaliser tous les tests spécifiés dans le Contrat conformément aux exigences indiquées dans le Cahier des charges.
- b) L'Entrepreneur doit fournir l'ensemble des appareils, de l'assistance, des documents et autres informations, ainsi que l'électricité, les équipements, le carburant, les consommables, les instruments, la main-d'œuvre, les matériaux et le personnel dûment qualifié et expérimenté nécessaires à la réalisation efficace de tous les tests spécifiés.
- c) L'Entrepreneur doit transmettre une Notification au Représentant du Maître d'ouvrage indiquant l'heure et l'endroit des tests spécifiés relatifs aux Installations de chantier, aux Matériaux et à toute autre partie des Travaux. Ladite Notification doit être transmise dans un délai raisonnable eu égard à l'endroit où les tests doivent être réalisés et à toute contrainte que le site en question est susceptible de présenter.
- d) Le Maître d'ouvrage peut, aux termes de la Sous-Clause 9.1 [*Droit de Variation*], modifier l'emplacement ou l'échéance de certains tests spécifiés dans le Contrat, ou des informations les concernant, ou demander à l'Entrepreneur de réaliser des tests supplémentaires. Si ces tests modifiés ou supplémentaires montrent que les Installations de chantier, les Matériaux ou les Travaux ayant fait l'objet de tests ne sont pas conformes au Contrat, tous Coûts et retards liés à la réalisation d'une telle Variation doivent être à la charge de l'Entrepreneur.

- e) Si l'Entrepreneur n'a pas donné un préavis suffisant au Représentant du Maître d'ouvrage avant de s'occuper des parties concernées des Travaux, ou si le Représentant du Maître d'ouvrage fait valoir que la conception, les Matériaux, les Installations de chantier ou la qualité d'exécution de l'Entrepreneur sont défectueux ou non conformes au Contrat, alors l'Entrepreneur doit (à ses frais) remédier rapidement au défaut et s'assurer que l'élément rejeté est désormais conforme au Contrat ou qu'il a été remplacé par un élément homologué. L'Entrepreneur doit assumer l'intégralité des coûts relatifs à la mise au jour et/ou à la démolition, à la réalisation de tests et au rétablissement des Travaux.

## 4.12 Conditions du Site

---

- a) L'Entrepreneur reconnaît :
  - i) s'être rendu sur le Site et ses environs à des fins d'examen, avoir obtenu toutes les informations et données relatives aux Conditions du Site dont il avait besoin, et en avoir pris note, comme de toute autre condition qui est susceptible d'avoir une incidence sur l'exécution des Travaux (notamment, mais pas exclusivement, les environs du Site et les moyens d'accès disponibles pour se rendre sur le Site et en sortir) ; et
  - ii) avoir pris connaissance des Conditions du Site et obtenu toutes les informations raisonnablement disponibles au sujet des risques, imprévus et autres circonstances connexes susceptibles d'avoir une influence ou une incidence sur l'exécution des Travaux.
- b) Le Maître d'ouvrage doit mettre à la disposition de l'Entrepreneur, pour information, toutes les données et informations pertinentes relatives aux Conditions du Site qui sont en sa possession.
- c) L'Entrepreneur est réputé avoir convenu de l'ensemble desdites Conditions du Site dans le Prix contractuel et le Délai d'achèvement. Toute divergence entre les Conditions du Site et les conditions anticipées par l'Entrepreneur est au risque de ce dernier et n'autorise pas l'Entrepreneur à obtenir une Prolongation de délai, une Variation ou un ajustement du Prix contractuel.
- d) Aucune inaptitude de l'Entrepreneur à repérer l'une quelconque desdites conditions, ou l'un quelconque desdits risques ou imprévus, ni aucune confusion eu égard à tout problème ayant une incidence sur le Site et ses environs ainsi que sur les moyens d'accès disponibles ne libèrent l'Entrepreneur des risques qu'il a pris ou des obligations qui lui sont imposées.
- e) Dans la présente Sous-Clause 4.12, l'expression « conditions physiques » désigne les conditions physiques naturelles et anthropiques et autres obstacles physiques et polluants que l'Entrepreneur découvre sur le Site pendant l'exécution des Travaux, y compris les conditions souterraines et hydrologiques, mais à l'exclusion des conditions climatiques.
- f) Si et dans la mesure où l'Entrepreneur rencontre des conditions physiques que le Représentant du Maître d'ouvrage juge Imprévisibles, et accuse un retard et/ou engage des Coûts en raison desdites conditions, alors l'Entrepreneur, sous réserve de la Sous-Clause 16.1 [*Notification de Réclamation*], est habilité à bénéficier :

- i) d'une Prolongation de délai pour tout retard de ce type, dans le cas où l'achèvement des travaux est ou sera retardé, conformément à la Sous-Clause 6.4 [*Prolongation de délai*] ; et
- ii) du remboursement de tous les Coûts engagés, lesquels doivent être ajoutés au Prix contractuel en tant que Variation.

#### **4.13 Droits de passage et installations**

---

- a) L'Entrepreneur doit supporter l'ensemble des frais et charges inhérents aux droits de passage spéciaux et/ou temporaires dont il peut avoir besoin pour réaliser et achever les Travaux, y compris ceux permettant l'accès au Site. L'Entrepreneur doit également se procurer, à ses propres frais et risques, toute installation supplémentaire située en dehors du Site dont il est susceptible d'avoir besoin pour réaliser les Travaux.
- b) Cependant, l'Entrepreneur ne doit pas gêner :
  - i) la libre circulation du public ; et/ou
  - ii) l'accès à l'ensemble des installations, ni leur utilisation et occupation, qu'elles soient ou non publiques ou détenues par le Maître d'ouvrage ou par d'autres entités, sauf dans la mesure requise aux termes du Contrat.

#### **4.14 Sécurité du Site**

---

- a) L'Entrepreneur doit veiller à ce que les personnes non autorisées ne pénètrent pas sur le Site. Les personnes autorisées doivent se limiter au Personnel de l'Entrepreneur, au Personnel du Maître d'ouvrage et à tout autre personnel désigné comme personnel autorisé par une Notification du Maître d'ouvrage ou du Représentant du Maître d'ouvrage.
- b) La sécurité et la sûreté du Site, des Équipements, des Installations de chantier et des Matériaux de l'Entrepreneur, des Équipements du Maître d'ouvrage et de tous les autres biens ou membres du personnel sur le Site relèvent de la seule responsabilité de l'Entrepreneur. L'Entrepreneur doit se conformer à toute autre exigence en matière de sécurité indiquée à l'Annexe 2.2 [*Plan du Site*].

#### **4.15 Munitions non explosées**

---

- a) En cas de découverte sur le Site d'un dispositif explosif ou d'une mine non explosée lors de la réalisation des Travaux, l'Entrepreneur doit immédiatement cesser tous les Travaux en cours sur le Site, prévenir le Représentant du Maître d'ouvrage et prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité de l'ensemble des personnes et des biens, et sécuriser le Site. L'Entrepreneur doit immédiatement reprendre les Travaux sur le Site dès que le Maître d'ouvrage ou le Représentant du Maître d'ouvrage le lui enjoint. Tout retard important est soumis à la Sous-Clause 16.1 [*Notification de Réclamation*].

## 4.16 Explosifs

---

- a) L'Entrepreneur ne doit ni stocker ni utiliser d'explosifs sans l'autorisation écrite préalable du Maître d'ouvrage. L'Entrepreneur doit respecter toutes les réglementations en vigueur dans le Pays concernant le stockage et l'utilisation d'explosifs (y compris le recours à du personnel autorisé). Lorsque l'utilisation d'explosifs est autorisée par le Maître d'ouvrage, l'Entrepreneur doit fournir des installations de stockage appropriées et approuvées par les Autorités compétentes, et doit garantir l'utilisation de telles installations.
- b) L'approbation ou le refus du Maître d'ouvrage quant à l'utilisation d'explosifs ne saurait dégager l'Entrepreneur de l'une quelconque des garanties, obligations ou responsabilités qui lui incombent aux termes du Contrat ou en lien avec celui-ci. Par ailleurs, l'Entrepreneur ne saurait se voir accorder de prolongation de délai ni de contrepartie financière supplémentaire au titre de l'exécution des Travaux du fait de ladite approbation ou dudit refus.

## 4.17 Redevances

---

- a) Sauf indication contraire dans le Contrat, l'Entrepreneur doit payer toutes les redevances, ainsi que tous les loyers et autres montants dus au titre :
  - i) des Matériaux (y compris les Matériaux naturels) provenant de l'extérieur du Site ; et
  - ii) de la mise au rebut des Matériaux issus des travaux de démolition et d'excavation, et d'autres Matériaux excédentaires (qu'ils soient naturels ou anthropiques), sauf si des zones de mise au rebut au sein du Site sont spécifiées dans le Contrat.
- b) Les coûts liés à la gestion appropriée des aires de stockage et à la mise au rebut des Matériaux conformément au Cahier des charges sont réputés inclus dans le Prix contractuel.

## 4.18 Mines

---

- a) L'Entrepreneur déclare et garantit ne pas participer, au même titre qu'aucune de ses filiales ou aucun de ses Affiliés (le cas échéant), à la vente ou à la fabrication de mines antipersonnel ou de composants utilisés dans la fabrication de mines antipersonnel.
- b) Nonobstant les délais de préavis indiqués à la Sous-Clause 11.2 [*Résiliation pour manquement de la part de l'Entrepreneur*], l'Entrepreneur reconnaît et convient que le non-respect de la présente Sous-Clause 4.18 autorise le Maître d'ouvrage à résilier le Contrat avec effet immédiat sur délivrance d'une Notification à l'Entrepreneur, sans que ladite résiliation contraigne le Maître d'ouvrage à s'acquitter de frais de résiliation ou implique toute autre responsabilité de sa part.

## 4.19 Interdiction de l'octroi d'avantages et Pratiques interdites

---

- a) L'Entrepreneur garantit ne pas s'adonner ou ne pas avoir l'intention de s'adonner sous une forme quelconque à toute Pratique interdite dans le cadre du processus de sélection ou de l'exécution du Contrat ou d'autres activités du Maître d'ouvrage ou de toute autre entité des Nations Unies, dans laquelle seraient impliqués, de quelque façon que ce soit, un membre quelconque du Personnel du Maître d'ouvrage, un Représentant du Maître d'ouvrage, un fonctionnaire, tout autre agent du Maître d'ouvrage ou toute autre entité des Nations Unies.
- b) Nonobstant les délais de préavis indiqués à la Sous-Clause 11.2 [*Résiliation pour manquement de la part de l'Entrepreneur*], l'Entrepreneur reconnaît et convient que le non-respect de la présente Sous-Clause 4.19 autorise le Maître d'ouvrage à résilier le Contrat avec effet immédiat sur délivrance d'une Notification à l'Entrepreneur, sans que ladite résiliation contraigne le Maître d'ouvrage à s'acquitter de frais de résiliation ou implique toute autre responsabilité de sa part.

## 4.20 Inconduite

---

- a) L'Entrepreneur est tenu de prendre à tout moment toutes les précautions raisonnables pour empêcher tout comportement illégal, séditieux ou perturbateur de la part de membres de son Personnel ou parmi ceux-ci, et pour préserver la paix et la sécurité des personnes et des biens situés sur le Site et à proximité.

## 4.21 Approvisionnement en eau

---

- a) L'Entrepreneur est tenu, dans le respect des conditions locales, d'approvisionner le Site en eau potable et non potable, et ce, en quantité suffisante pour les besoins de son Personnel et pour toute la durée des Travaux.

## 4.22 Boissons alcoolisées ou drogues

---

- a) L'Entrepreneur n'est pas autorisé à apporter, stocker, importer, vendre, donner, troquer ou aliéner de quelque manière que ce soit toute boisson alcoolisée ou drogue sur le Site. Par ailleurs, l'Entrepreneur ne saurait autoriser ou tolérer l'importation, la vente, le don, le troc ou l'aliénation desdits produits par son Personnel et/ou ses Sous-traitants.

## 4.23 Armes, munitions et explosifs

---

- a) Sauf disposition contraire dans le Cahier des charges, ou instruction ou autorisation écrite du Maître d'ouvrage, l'Entrepreneur ne doit pas apporter, stocker, donner, troquer ou aliéner à quiconque, par quelque autre moyen, toute arme, toute munition ou tout explosif de quelque nature que ce soit sur le Site, ni en donner l'autorisation à son Personnel ou à ses Sous-traitants.

## 4.24 Fêtes et coutumes religieuses

---

- a) Dans toutes ses relations avec son Personnel, l'Entrepreneur doit tenir compte de l'ensemble des jours officiels de repos, fêtes et traditions religieuses ou autres.

## 4.25 Principes et droits fondamentaux au travail

---

- a) L'Entrepreneur garantit qu'il respecte la Déclaration de 1998 de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail ainsi que les Huit conventions fondamentales de l'OIT, selon le texte qui énonce les normes les plus élevées, et qu'il veille à ce que son Personnel s'y conforme également. Lesdits droits universels incluent la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit aux conventions collectives, l'élimination du travail forcé ou obligatoire, l'abolition du travail des enfants et l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.
- b) L'Entrepreneur doit fournir à son Personnel un cadre de travail sain et sûr ainsi que toutes les infrastructures nécessaires conformément au Cahier des charges, à savoir hébergement, sanitaires et équipements de bien-être, ainsi que des installations séparées sur le Site pour les femmes employées à l'exécution des Travaux.
- c) Nonobstant les délais de préavis indiqués à la Sous-Clause 11.2 [*Résiliation pour manquement de la part de l'Entrepreneur*], l'Entrepreneur reconnaît et convient que le non-respect de la présente Sous-Clause 4.25 autorise le Maître d'ouvrage à résilier le Contrat avec effet immédiat sur délivrance d'une Notification à l'Entrepreneur, sans que ladite résiliation contraigne le Maître d'ouvrage à s'acquitter de frais de résiliation ou implique toute autre responsabilité de sa part.

## 4.26 Travail des enfants

---

- a) L'Entrepreneur déclare et garantit ne pas se livrer, de même qu'aucun membre de son Personnel ni aucune de ses filiales ou aucun de ses Affiliés (le cas échéant), à des pratiques contraires aux droits définis dans la Convention relative aux droits de l'enfant, en particulier à l'article 32 indiquant notamment qu'un enfant ne doit être astreint à aucun travail susceptible d'être dangereux ou de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.
- b) Nonobstant les délais de préavis indiqués à la Sous-Clause 11.2 [*Résiliation pour manquement de la part de l'Entrepreneur*], l'Entrepreneur reconnaît et convient que le non-respect de la présente Sous-Clause 4.26 autorise le Maître d'ouvrage à résilier le Contrat avec effet immédiat sur délivrance d'une Notification à l'Entrepreneur, sans que ladite résiliation contraigne le Maître d'ouvrage à s'acquitter de frais de résiliation ou implique toute autre responsabilité de sa part.

## 4.27 Prévention du harcèlement, de l'exploitation et des abus sexuels

---

- a) L'Entrepreneur doit prendre toutes les mesures appropriées, y compris toute autre exigence (le cas échéant) prévue dans le Cahier des charges, pour prévenir le harcèlement, l'exploitation ou les abus sexuels parmi son Personnel. Aux fins des présentes, les notions de harcèlement sexuel, d'exploitation sexuelle ou d'abus sexuels incluent toute activité sexuelle avec une personne âgée de moins de dix-huit (18) ans, indépendamment de toute Loi relative au consentement, à l'exception de toute activité sexuelle consentie entre deux (2) personnes mariées, lorsque ledit mariage est reconnu comme valide en vertu des lois du pays dont est ressortissant le membre du Personnel de l'Entrepreneur concerné.
- b) Par ailleurs, l'Entrepreneur doit s'abstenir d'échanger de l'argent, des biens, des services ou tout autre objet de valeur contre des faveurs ou des activités sexuelles, ou de se livrer à des activités sexuelles dégradantes ou relevant de l'exploitation, et prendre toutes les mesures raisonnables et appropriées pour interdire de telles pratiques à ses employés ou à toutes les autres personnes qu'il a engagées et qui sont sous sa supervision.
- c) Nonobstant les délais de préavis indiqués à la Sous-Clause 11.2 [*Résiliation pour manquement de la part de l'Entrepreneur*], l'Entrepreneur reconnaît et convient que le non-respect de la présente Sous-Clause 4.27 autorise le Maître d'ouvrage à résilier le Contrat avec effet immédiat sur délivrance d'une Notification à l'Entrepreneur, sans que ladite résiliation contraigne le Maître d'ouvrage à s'acquitter de frais de résiliation ou implique toute autre responsabilité de sa part.

## 5 CONCEPTION PAR L'ENTREPRENEUR

### 5.1 Obligations de l'Entrepreneur en matière de conception

---

- a) Dans la mesure spécifiée dans le Contrat, l'Entrepreneur doit se charger de la conception des Travaux temporaires et des éléments mineurs des Travaux permanents devant être intégrés à tout Lot ou toute partie des Travaux.
- b) L'Entrepreneur doit veiller à ce que cette conception soit assurée par des professionnels dûment qualifiés et expérimentés, conformément aux Règles de l'art, à la Loi et aux exigences de toutes les Autorités compétentes, et qui respectent par ailleurs tout critère supplémentaire éventuellement spécifié dans le Cahier des charges.
- c) L'Entrepreneur doit rapidement transmettre au Représentant du Maître d'ouvrage, pour examen, tous les plans de conception préparés par ses soins en vertu du Contrat, accompagnés d'une Notification indiquant que les plans de conception sont disponibles pour examen.
- d) Le Représentant du Maître d'ouvrage doit procéder à l'Examen des plans de conception préparés par l'Entrepreneur dans les quatorze (14) jours suivant leur réception et transmettre à l'Entrepreneur une Notification :
  - i) de Non-objection (qui peut inclure des observations au sujet de problèmes mineurs qui n'auront pas de répercussions substantielles sur les Travaux) ; ou
  - ii) indiquant que les plans de conception soumis ne sont pas conformes au Contrat et/ou au Cahier des Charges, et expliquant pourquoi.
- e) L'Entrepreneur ne doit construire aucun élément des Travaux permanents conçus par ses soins avant d'avoir reçu une Notification de Non-objection de la part du Maître d'ouvrage, conformément à la Sous-Clause 5.1, alinéa d). Les plans de conception qui ont été refusés doivent être rapidement modifiés et soumis à nouveau. L'Entrepreneur doit soumettre une nouvelle fois les plans de conception qui ont été commentés, après avoir dûment tenu compte des observations formulées.
- f) L'Entrepreneur est responsable de tous les plans de conception qu'il a préparés aux fins des Travaux, lesquels doivent couvrir les plans d'atelier, les Travaux temporaires et tout autre aspect lié à la conception.
- g) Une fois achevée, la partie des Travaux dont la conception relève de l'Entrepreneur doit être adaptée aux fins prévues telles que définies dans le Contrat et être conforme aux normes, codes et réglementations techniques applicables spécifiés dans le Cahier des charges.



## 6 COMMENCEMENT, RETARDS ET SUSPENSION

### 6.1 Commencement des Travaux

---

- a) L'Entrepreneur est tenu de commencer les Travaux (y compris, sans s'y limiter, les activités de mobilisation et d'approvisionnement) à la Date de commencement, ou dès que cela est raisonnablement possible après ladite date, et de réaliser ensuite les Travaux avec célérité et sans délai.

### 6.2 Délai d'achèvement

---

- a) L'Entrepreneur doit achever la totalité des Travaux et chaque Lot (le cas échéant) conformément au Délai d'achèvement applicable aux Travaux ou au Lot (le cas échéant) indiqué à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*]. Ce délai inclut l'achèvement de l'ensemble des travaux, la réussite de tous les tests, la correction de tous les défauts et la soumission de l'ensemble des informations et/ou documents indiqués dans le Contrat comme étant nécessaires pour que les Travaux ou le Lot soient considérés comme achevés aux fins de la réception provisoire aux termes de la Sous-Clause 7.1 [*Réception provisoire des Travaux ou Lots*].

### 6.3 Programme

---

- a) Vingt et un (21) jours après la Date de commencement au plus tard, l'Entrepreneur doit soumettre au Représentant du Maître d'ouvrage un Programme parfaitement détaillé des Travaux conformément au Contrat indiquant comment et quand l'Entrepreneur propose de réaliser chaque phase des Travaux, conformément à l'Annexe 3.5 [*Exigences relatives au Programme*].
- b) Le Représentant du Maître d'ouvrage doit effectuer un Examen du Programme et transmettre à l'Entrepreneur une Notification dans un délai maximal de quatorze (14) jours suivant sa réception, sur laquelle doivent figurer les changements qu'il est nécessaire d'apporter pour se conformer au Contrat, ou lui transmettre une Notification de Non-objection.
- c) Ledit Programme sert à contrôler l'avancement des Travaux réalisés aux termes du Contrat, et le Personnel du Maître d'ouvrage doit s'y rapporter dans le cadre de l'administration du Contrat. Le Représentant du Maître d'ouvrage peut demander à l'Entrepreneur de fournir un Programme révisé à tout moment si le Programme qu'il a soumis n'est pas conforme au Contrat ou ne reflète plus l'avancement réel des Travaux.

### 6.4 Prolongation de délai

---

- a) Sous réserve de la Sous-Clause 16.1 [*Notification de Réclamation*], l'Entrepreneur a droit à une Prolongation de délai d'une durée équivalente au retard engendré si le Délai d'achèvement est ou sera retardé par l'un quelconque des risques pour le Maître d'ouvrage décrits à la Sous-Clause 13.2 [*Risques pour le Maître d'ouvrage*] ou par toute autre cause de retard donnant lieu à une Prolongation de délai aux termes d'une disposition des présentes Conditions générales, à condition :

- i) qu'il puisse être clairement démontré que le retard a ralenti, dans l'ensemble, l'achèvement des Travaux ; et
  - ii) que l'Entrepreneur puisse démontrer, à la satisfaction du Représentant du Maître d'ouvrage, qu'il a fait tout ce qui était en son pouvoir pour atténuer un tel retard ainsi que tous coûts et pertes associés.
- b) Si un retard provoqué par un problème relevant de la responsabilité du Maître d'ouvrage est consécutif à un retard provoqué par un problème relevant de la responsabilité de l'Entrepreneur, ce dernier ne saurait prétendre à une Prolongation de délai pour la période durant laquelle surviennent ces retards simultanés.
  - c) Nonobstant toute autre disposition du Contrat, le Représentant du Maître d'ouvrage peut, à la seule et entière discrétion du Maître d'ouvrage, accorder à tout moment une Prolongation de délai juste et raisonnable. Le Représentant du Maître d'ouvrage n'est pas tenu d'octroyer, ou d'envisager d'octroyer, une Prolongation de délai, ni d'exercer ce pouvoir discrétionnaire au bénéfice de l'Entrepreneur.

## 6.5 Pénalités de retard

---

- a) Si l'Entrepreneur n'achève pas les Travaux ou un Lot (le cas échéant) dans le Délai d'achèvement, il doit payer au Maître d'ouvrage les Pénalités de retard dues à ce titre.
- b) Les Pénalités de retard correspondent au montant indiqué à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*] et à chaque jour écoulé entre l'échéance du Délai d'achèvement et la Date d'achèvement des Travaux ou de tout Lot pertinent (le cas échéant).
- c) Lesdites Pénalités de retard ne libèrent pas l'Entrepreneur de son obligation d'achèvement des Travaux, ni de tout autre devoir, obligation ou responsabilité qui pourrait lui incomber aux termes du Contrat.
- d) Si le montant cumulé des Pénalités de retard atteint le montant maximal indiqué à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*], le Maître d'ouvrage peut résilier le Contrat conformément à la Sous-Clause 11.2 [*Résiliation pour manquement de la part de l'Entrepreneur*].
- e) La présente Sous-Clause 6.5 ne limite pas la responsabilité de l'Entrepreneur en matière de Pénalités de retard en cas de fraude, de négligence grave, de faute intentionnelle ou de conduite inconsidérée de sa part.

## 6.6 Suspension imposée par le Maître d'ouvrage

---

- a) Le Maître d'ouvrage ou le Représentant du Maître d'ouvrage peuvent à tout moment demander à l'Entrepreneur, sur Notification, de suspendre tout ou partie des Travaux, et, à leur entière discrétion, informer l'Entrepreneur des causes d'une telle suspension.
- b) Si l'Entrepreneur reçoit une Notification de suspension aux termes de la présente Sous-Clause 6.6, il est tenu de suspendre immédiatement les Travaux (ou la partie concernée des Travaux), et ce, jusqu'à ce que le Maître d'ouvrage ou le Représentant du Maître d'ouvrage lui transmette une Notification lui enjoignant de reprendre les Travaux ou la partie des Travaux qui ont été suspendus.

- c) Si la suspension exigée aux termes de la présente Sous-Clause 6.6 se prolonge au-delà de cent quatre-vingts (180) jours consécutifs, l'Entrepreneur peut transmettre au Maître d'ouvrage une Notification lui demandant l'autorisation de reprendre les Travaux suspendus. Si le Maître d'ouvrage ne transmet aucune Notification de reprise des Travaux dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la demande d'autorisation de reprise des Travaux formulée par l'Entrepreneur, ce dernier peut, moyennant une deuxième Notification adressée au Maître d'ouvrage, considérer cette suspension comme une omission des parties concernées des Travaux aux termes de la Sous-Clause 9.1 [*Droit de Variation*]. Si la suspension concerne la totalité des Travaux, l'Entrepreneur peut envoyer une Notification de résiliation aux termes de la Sous-Clause 12.2 [*Résiliation par l'Entrepreneur*].

## 6.7 Conséquences de la suspension imposée par le Maître d'ouvrage

---

- a) Si l'Entrepreneur est retardé et/ou engage des Coûts parce qu'il a suivi les instructions du Maître d'ouvrage aux termes de la Sous-Clause 6.6 [*Suspension imposée par le Maître d'ouvrage*] et/ou qu'il a repris les travaux, il doit envoyer une Notification au Maître d'ouvrage et a droit, conformément à la Sous-Clause 16.1 [*Notification de Réclamation*], à une Prolongation de délai et/ou au remboursement des Coûts engagés.
- b) Durant une telle suspension, l'Entrepreneur doit protéger, remiser et sécuriser les Travaux (ou la partie concernée des Travaux) contre toute détérioration, toute perte ou tout dommage.
- c) L'Entrepreneur n'a droit à aucune Prolongation de délai ni à aucun remboursement des Coûts engagés dans le cadre des mesures de rectification :
- i) portant sur tout défaut, toute détérioration ou tout dommage causés par des plans de conception (le cas échéant), une qualité d'exécution, des Installations de chantier ou des Matériaux du Maître d'ouvrage qui s'avèrent défectueux ou défaillants ;
  - ii) portant sur toute détérioration, toute perte ou tout dommage résultant de l'incapacité de l'Entrepreneur à protéger, remiser ou sécuriser les Travaux conformément à la Sous-Clause 6.6 [*Suspension imposée par le Maître d'ouvrage*] ; et/ou
  - iii) si une violation des dispositions du Contrat de la part de l'Entrepreneur ou de son Personnel donne lieu à une suspension.
- d) Une fois que les Parties ont reçu l'autorisation ou l'instruction de poursuivre leurs activités, elles doivent examiner conjointement les Travaux, les Installations de chantier et les Matériaux concernés par la suspension. L'Entrepreneur doit rectifier toute détérioration, tout défaut ou toute perte en ce qui concerne les Travaux, les Installations de chantier ou les Matériaux survenus pendant la suspension.

## 7 RÉCEPTION PROVISOIRE PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

### 7.1 Réception provisoire des Travaux ou Lots

---

- a) Le Maître d'ouvrage réceptionne les Travaux ou un Lot des Travaux lorsque :
  - i) les Travaux ou le Lot concernés sont achevés conformément aux exigences figurant dans le Contrat, à l'exception de toute omission, tous travaux en souffrance ou tout défaut mineurs sans incidence sur l'utilisation sans danger des Travaux aux fins prévues ;
  - ii) le cas échéant, l'Entrepreneur a fourni les documents conformes à l'exécution et les manuels d'exploitation et de maintenance, et le Représentant du Maître d'ouvrage ne formule aucune Objection à cet égard ;
  - iii) le cas échéant, l'Entrepreneur a assuré les formations et réalisé les tests indiqués dans le Contrat ;
  - iv) le cas échéant, l'Entrepreneur a terminé de nettoyer et/ou de remettre en état de manière satisfaisante les Sites désignés dans le Contrat ;
  - v) toute exigence relative à la réception provisoire figurant dans le Contrat a été remplie ;
  - vi) un Certificat de réception provisoire portant sur les Travaux ou un Lot a été délivré.
- b) Ainsi, l'Entrepreneur peut demander un Certificat de réception provisoire sur Notification adressée au Représentant du Maître d'ouvrage dans un délai minimal de quatorze (14) jours avant que les Travaux ou un Lot des Travaux (le cas échéant) soient achevés et prêts à être réceptionnés conformément à la présente Sous-Clause 7.1.

### 7.2 Certificat de réception provisoire

---

- a) Le Représentant du Maître d'ouvrage doit, dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la Notification adressée par l'Entrepreneur aux termes de la Sous-Clause 7.1 [*Réception provisoire des Travaux ou Lots*] :
  - i) délivrer à l'Entrepreneur un Certificat de réception provisoire indiquant la Date d'achèvement (auquel peut être jointe une liste des omissions, travaux en souffrance et défauts mineurs) ; ou
  - ii) rejeter la demande en transmettant à l'Entrepreneur une Notification indiquant ses motivations ainsi que les travaux à achever, les défauts à corriger et/ou les documents que l'Entrepreneur doit soumettre, ou les conditions à remplir aux termes de la Sous-Clause 7.1 [*Réception provisoire des Travaux ou Lots*].

- b) Dans le cas de la Sous-Clause 7.2, alinéa a), point ii), l'Entrepreneur est alors tenu d'achever les travaux et de corriger les défauts (à l'exception de toute omission, tous travaux en souffrance ou défauts mineurs sans incidence sur l'utilisation sans danger des Travaux ou Lots aux fins prévues) de manière satisfaisante avant d'émettre une nouvelle Notification aux termes de la Sous-Clause 7.1 [*Réception provisoire des Travaux ou Lots*].
- c) L'Entrepreneur reconnaît et convient qu'il assume l'entière responsabilité des Travaux ou Lots jusqu'à la délivrance du Certificat de réception provisoire par le Maître d'ouvrage.
- d) Si le Maître d'ouvrage utilise (ou occupe) un Lot ou une Portion quelconque des Travaux avant que ne soit délivré le Certificat de réception provisoire, la réception de ladite Portion des Travaux est réputée avoir été effectuée, et le Maître d'ouvrage doit délivrer un Certificat de réception provisoire mentionnant la date à laquelle ledit Lot ou ladite Portion des Travaux a été occupé(e).

## 8 RESPONSABILITÉ POUR DÉFAUTS

### 8.1 Achèvement des Travaux en souffrance et correction des défauts

---

- a) Le Maître d'ouvrage peut, à tout moment précédant l'expiration de la Période de garantie de parfait achèvement, informer l'Entrepreneur de tous les défauts ou travaux en souffrance en précisant l'échéance de correction pour :
  - i) les Installations de chantier, les Matériaux et la qualité d'exécution non conformes au Contrat (exception faite de l'usure normale) ;
  - ii) les plans de conception des Travaux élaborés par l'Entrepreneur (le cas échéant) ; et/ou
  - iii) les activités d'exploitation et de maintenance inadéquates imputables aux documents conformes à l'exécution et/ou manuels d'exploitation et de maintenance et/ou formations relevant de la responsabilité de l'Entrepreneur, le cas échéant.
- b) L'Entrepreneur doit corriger les défauts ou réparer les dommages dans le délai spécifié par le Maître d'ouvrage dans la Notification adressée aux termes de la présente Sous-Clause 8.1. Tous les travaux mentionnés à la présente Sous-Clause 8.1 doivent être exécutés aux risques et aux frais de l'Entrepreneur.
- c) Si l'Entrepreneur n'est pas en mesure de corriger les défauts ou de réparer les dommages dans le délai indiqué dans la Notification qui lui a été adressée, ou sur une nouvelle période convenue avec le Maître d'ouvrage, ce dernier peut réaliser lui-même les travaux ou engager une autre partie pour s'en charger (tests compris) aux risques et aux frais de l'Entrepreneur. Le Maître d'ouvrage a droit, aux termes de la Sous-Clause 10.12 [*Compensation*], au remboursement, de la part de l'Entrepreneur, des coûts raisonnablement engagés pour corriger les défauts et/ou réparer les dommages.
- d) Le Maître d'ouvrage a droit à une prolongation de la Période de garantie de parfait achèvement si et dans la mesure où les Travaux, Lots ou Portions des Travaux, ou un élément important des Installations de chantier (selon le cas) :
  - i) ne peuvent être utilisés aux fins prévues en raison d'un défaut ou d'un dommage ; ou
  - ii) en raison d'un manquement de l'Entrepreneur à respecter toute autre obligation aux termes du Contrat.
- e) La Prolongation de la Période de garantie de parfait achèvement doit être raisonnable, déterminée par le Maître d'ouvrage et dûment notifiée à l'Entrepreneur.

## 8.2 Tests supplémentaires postérieurs à la correction des défauts

---

- a) Si les actions visant à corriger tout défaut ou à réparer tout dommage sont susceptibles d'avoir une incidence sur l'exécution des Travaux, le Représentant du Maître d'ouvrage peut exiger que soit à nouveau réalisé l'un quelconque des tests décrits dans le Contrat afin de démontrer qu'une fois les corrections et réparations apportées, les Travaux et/ou Installations de chantier ou Matériaux sont conformes au Contrat. Ces tests supplémentaires doivent être réalisés aux risques et aux frais de l'Entrepreneur, et leur coût s'inscrit dans le cadre des travaux rectificatifs aux termes de la Sous-Clause 8.1 [*Achèvement des Travaux en souffrance et correction des défauts*].

## 8.3 Certificat d'achèvement complet

---

- a) Tant que le Maître d'ouvrage n'a pas délivré le Certificat d'achèvement complet indiquant à l'Entrepreneur la date à laquelle il s'est acquitté des obligations qui lui incombent aux termes du Contrat, l'Entrepreneur ne doit pas considérer qu'il a fini de s'acquitter de ses obligations.
- b) Le Maître d'ouvrage doit délivrer le Certificat d'achèvement complet dans un délai de vingt-huit (28) jours après l'expiration de la Période de garantie de parfait achèvement pour l'ensemble des Travaux ou à la dernière date d'échéance des Périodes de garantie de parfait achèvement pour les Lots, ou immédiatement après que l'Entrepreneur a transmis tous les documents requis et achevé et contrôlé tous les Travaux, y compris ceux relatifs à la correction des défauts notifiés aux termes de la Sous-Clause 8.1 [*Achèvement des Travaux en souffrance et correction des défauts*].

## 8.4 Obligations non satisfaites

---

- a) Chaque Partie doit demeurer responsable de la satisfaction de toute obligation apparaissant une fois que le Certificat d'achèvement complet a été délivré. Afin de déterminer la nature et l'ampleur des obligations non satisfaites, le Contrat est réputé demeurer en vigueur.
- b) Sous réserve de toute stipulation expresse contraire dans le Contrat, les garanties, obligations ou responsabilités respectives des Parties subsistent après l'exécution, l'expiration ou la résiliation du présent Contrat.
- c) Nonobstant la délivrance du Certificat d'achèvement complet, il incombe à l'Entrepreneur de corriger, à ses propres frais, tout Vice caché, ainsi que tout dommage causé aux Travaux en raison dudit Vice caché, qui apparaît ou survient à un moment quelconque pendant la Période de découverte des Vices cachés.

## 8.5 Nettoyage du Site

---

- a) Rapidement après la délivrance du Certificat d'achèvement complet, l'Entrepreneur doit, à ses propres frais :
  - i) enlever tous les Équipements de l'Entrepreneur, matériaux excédentaires, décombres, ordures et Travaux temporaires restant sur le Site ;
  - ii) rétablir toutes les parties du Site ayant été affectées ou altérées par les activités qu'il a menées durant l'exécution des Travaux ; et
  - iii) laisser le Site et les Travaux dans un état propre et sûr.



## 9 VARIATIONS ET AJUSTEMENTS

### 9.1 Droit de Variation

---

- a) Le Maître d'ouvrage peut, à son entière discrétion et à tout moment précédant la délivrance du Certificat de réception provisoire, entamer des Variations ou donner des instructions pour la réalisation de Variations sur Notification adressée à l'Entrepreneur.
- b) Chaque Variation peut prévoir :
  - i) des changements dans les quantités de tout élément des travaux prévu au Contrat (les changements de cette nature ne constituent toutefois pas nécessairement une Variation) ;
  - ii) des changements dans la qualité et d'autres caractéristiques de tout élément des travaux ;
  - iii) des changements dans le niveau, la position et/ou les dimensions de toute partie des Travaux ;
  - iv) l'omission de toute partie des Travaux ;
  - v) tous travaux, Installations de chantier, Matériaux ou services nécessaires aux Travaux permanents, y compris tout test d'achèvement, forage et tous autres travaux d'exploration ou de contrôle connexes ; et/ou
  - vi) des changements à l'ordre ou au calendrier des Travaux (y compris l'avancement ou l'ajournement du Délai d'achèvement).
- c) L'Entrepreneur doit soumettre une proposition, sauf s'il avertit le Représentant du Maître d'ouvrage par Notification dans les meilleurs délais des éléments suivants, assortis des informations détaillées pertinentes :
  - i) l'Entrepreneur n'a pas l'expertise requise ;
  - ii) l'Entrepreneur n'est pas en mesure d'obtenir rapidement les Biens nécessaires à la Variation ; ou
  - iii) toute autre raison compromettant les obligations incombant à l'Entrepreneur aux termes du Contrat.
- d) L'Entrepreneur doit, dans les quatorze (14) jours suivant la réception de ladite Notification, et avant d'effectuer la Variation en question, soumettre au Représentant du Maître d'ouvrage une proposition détaillée comprenant notamment :
  - i) une description détaillée des différents travaux à effectuer, y compris des précisions utiles sur les ressources et la méthode qui doivent être employées, ainsi que sur le Programme ;
  - ii) une ventilation détaillée de la hausse ou de la baisse du Prix contractuel et de tout effet sur le Programme et le Délai d'achèvement ; et
  - iii) toute autre précision que le Représentant du Maître d'ouvrage est susceptible de raisonnablement exiger.

- e) Le Représentant du Maître d'ouvrage doit répondre à la proposition par une approbation, un refus ou des commentaires. L'Entrepreneur est alors lié par une telle Notification de Variation et doit procéder à la Variation exigée avec célérité et sans délai.

## 9.2 Évaluation des Variations

---

- a) Le Représentant du Maître d'ouvrage doit évaluer les Variations comme suit :
  - i) le cas échéant, en se référant aux tarifs et aux prix figurant dans le Devis quantitatif, ou, en l'absence de tarifs ou de prix applicables dans le Devis quantitatif, aux tarifs et aux prix figurant à l'Annexe 4.1.B [*Planning des travaux en régie*] ; ou
  - ii) en l'absence de tarifs ou de prix appropriés dans le Devis quantitatif et le Planning des journées de travail, le Représentant du Maître d'ouvrage doit évaluer la Variation de manière juste et équitable ; ou
  - iii) sur instruction du Représentant du Maître d'ouvrage, les tarifs relatifs aux travaux en régie figurant à l'Annexe 4.1.B [*Planning des travaux en régie*] doivent s'appliquer.

## 9.3 Montants prévisionnels

---

- a) Si un Montant prévisionnel figure à l'Annexe 3.4 [*Évaluation et paiement*], il est acquittable par le Maître d'ouvrage si et dans la mesure où le Représentant du Maître d'ouvrage demande à l'Entrepreneur par écrit de se charger d'un élément et/ou d'une partie des Travaux, des fournitures et/ou des services se rapportant au Montant prévisionnel.
- b) Si le Maître d'ouvrage ordonne à l'Entrepreneur de réaliser un élément ou une partie des Travaux ou de livrer des fournitures ou des services moyennant un Montant prévisionnel, ceux-ci doivent être chiffrés par le Représentant du Maître d'ouvrage conformément à la Sous-Clause 9.2 [*Évaluation des Variations*].
- c) Chaque Relevé comprenant une réclamation relative à un Montant prévisionnel doit également inclure l'ensemble des factures, bons et comptes ou reçus applicables comme justificatifs dudit Montant prévisionnel.

## 9.4 Travaux en régie

---

- a) Dans le cadre de travaux mineurs ou de nature secondaire, le Maître d'ouvrage peut donner des instructions afin qu'une Variation soit exécutée sur la base de travaux en régie. Les travaux doivent ensuite être évalués conformément à la Sous-Clause 9.2 [*Évaluation des Variations*].
- b) L'Entrepreneur doit garder une trace des heures de travail effectuées ainsi que des Équipements de l'Entrepreneur, du nombre d'Installations de chantier et/ou des quantités de Matériaux utilisés.

## **9.5 Ajustements en raison de l'évolution de la Loi**

---

- a) Le Prix contractuel doit être ajusté pour prendre en considération toute baisse ou hausse des Coûts résultant d'une évolution de la Loi effectuée et/ou officiellement publiée après la Date de référence, qui a une incidence sur l'une ou l'autre des Parties dans l'exécution des obligations qui lui incombent aux termes du Contrat.

## **9.6 Ajustements en raison de l'évolution des Coûts**

---

- a) Sauf disposition expresse contraire dans les Conditions particulières (le cas échéant), le Prix contractuel ne doit pas être ajusté pour tenir compte de la hausse ou de la baisse des coûts de main-d'œuvre, des Biens et d'autres ressources nécessaires à la réalisation des Travaux.
- b) Le Prix contractuel ainsi que les tarifs et les prix sont réputés inclure les montants visant à couvrir le caractère imprévu des hausses ou baisses des coûts de main-d'œuvre, des Biens et d'autres ressources nécessaires à la réalisation des Travaux.

## 10 PRIX CONTRACTUEL ET PAIEMENT

### 10.1 Prix contractuel et évaluation des Travaux

---

- a) Sauf mention contraire dans le Contrat :
  - i) le Prix contractuel équivaut à la valeur des Travaux, conformément à l'Annexe 1.2 [*Détails fournis par l'Entrepreneur*], susceptible d'être modifiée en vertu de la Sous-Clause 9.2 [*Évaluation des Variations*] et sous réserve d'ajustements, d'ajouts et/ou de déductions conformément au Contrat ;
  - ii) l'Entrepreneur est réputé s'être assuré de l'exactitude et du caractère suffisant du Prix contractuel, ainsi que de tous les tarifs et prix unitaires fixes figurant dans le Contrat.
- b) Comme indiqué dans le Contrat :
  - i) si le mode de paiement est celui du « prix unitaire », les tarifs doivent correspondre aux tarifs indiqués à l'Annexe 4.1 [*Quantités et tarifs*] et s'appliquer à la quantité correspondante de Travaux évalués comme achevés. Les quantités figurant aux Annexes qui sont indiquées à la présente Sous-Clause 10.1, alinéa b) ne doivent pas être considérées comme les quantités réelles de Travaux que l'Entrepreneur est tenu de réaliser, ni à des fins d'évaluation ; ou
  - ii) si le mode de paiement est celui du « montant forfaitaire », les montants forfaitaires, prix et quantités indiqués à l'Annexe 3.4. [*Évaluation et paiement*] et à l'Annexe 4.1.A [*Devis quantitatif*] sont fixes, quelles que soient les quantités réelles de Travaux, à moins que des ajustements soient effectués conformément à la Clause 9 [*Variations et ajustements*].
- c) Sauf mention contraire dans le Contrat, le Représentant du Maître d'ouvrage doit évaluer chaque élément des Travaux en appliquant les mesures convenues ou déterminées et la méthode d'évaluation indiquée dans le Contrat, au tarif approprié et au prix spécifié dans le Devis quantitatif ou selon le montant forfaitaire de l'élément.
- d) L'Entrepreneur doit payer tous les droits, taxes et redevances à sa charge aux termes du Contrat et tel que requis par la Loi, et le Prix contractuel ne doit pas être ajusté pour l'un quelconque desdits coûts, sauf mention contraire à la Sous-Clause 9.5 [*Ajustements en raison de l'évolution de la Loi*] et à la Sous-Clause 9.6 [*Ajustements en raison de l'évolution des Coûts*] (le cas échéant). Une telle obligation inclut la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), à moins que le Maître d'ouvrage ait obtenu une exonération de la TVA auprès des Autorités compétentes au nom de l'Entrepreneur.

### 10.2 Acompte

---

- a) Si aucun acompte n'est prévu à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*], la présente Sous-Clause 10.2 ne s'applique pas.
- b) Sous réserve des dispositions de la présente Sous-Clause 10.2, le Maître d'ouvrage doit verser l'acompte indiqué (le cas échéant) à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*] au titre des frais de mobilisation, pour permettre à l'Entrepreneur de démarrer les Travaux.

- c) Dans des circonstances exceptionnelles, le Maître d'ouvrage peut également, à son entière discrétion, verser un acompte ou augmenter le montant de l'acompte existant si l'Entrepreneur le demande, à condition que ce dernier soumette une Garantie de restitution d'acompte supplémentaire pour couvrir le montant total de l'acompte.
- d) Le Maître d'ouvrage doit verser l'acompte dans un délai de trente (30) jours, uniquement après réception de la Garantie de restitution d'acompte d'un montant égal audit acompte et dans la devise dudit acompte.
- e) La Garantie de restitution d'acompte est une garantie exigible sur demande dûment signée et opposable, inconditionnelle et irrévocable établie conformément au modèle figurant à l'Annexe 5.1 [*Formulaire de Garantie de restitution d'acompte*]. Elle doit être émise par une banque ou une institution financière reconnue, accréditée et approuvée par le Maître d'ouvrage.
- f) L'Entrepreneur doit s'assurer que la Garantie de restitution d'acompte est valide et opposable jusqu'au remboursement intégral de l'acompte. Toutefois, la somme remboursée par l'Entrepreneur dans le cadre des paiements provisoires peut être progressivement déduite du montant dudit remboursement.
- g) Si les conditions générales de la Garantie de restitution d'acompte précisent sa date d'expiration et que l'acompte n'a pas été remboursé à la date précédant de vingt-huit (28) jours la date d'expiration, l'Entrepreneur doit prolonger la validité de la Garantie de restitution d'acompte jusqu'au remboursement dudit acompte. Si le Maître d'ouvrage ne reçoit pas la preuve de la prorogation de la Garantie de restitution d'acompte, le Maître d'ouvrage a le droit de réclamer, au titre de la garantie, le montant de l'acompte qui n'a pas été remboursé.
- h) L'acompte doit être remboursé par l'Entrepreneur au moyen de déductions en pourcentage appliquées à chaque Certificat de paiement provisoire, au tarif indiqué à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*], jusqu'au remboursement intégral de l'acompte et dans le délai de remboursement spécifié à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*], selon le cas.
- i) Si l'acompte n'a pas été remboursé dans son intégralité avant la délivrance du Certificat de réception provisoire applicable aux Travaux ou avant la date de résiliation du Contrat, la totalité du solde alors dû devient immédiatement exigible par le Maître d'ouvrage et acquittable par l'Entrepreneur.

## 10.3 Relevés de l'Entrepreneur

---

- a) L'Entrepreneur doit soumettre au Représentant du Maître d'ouvrage un Relevé accompagné de justificatifs (rapports de progression des travaux, etc.), conformément aux exigences et aux échéances spécifiées à l'Annexe 3.4 [*Évaluation et paiement*] ou selon les indications écrites fournies par le Maître d'ouvrage ou le Représentant du Maître d'ouvrage.
- b) Ledit Relevé doit reprendre les prix et/ou les tarifs indiqués dans le Devis quantitatif ou les versements du montant forfaitaire et/ou les échéances de paiement autrement mentionnés dans les Annexes.

- c) S'il est prévu que les Installations de chantier et/ou les Matériaux soient intégrés aux Travaux permanents et qu'ils sont énumérés à l'Annexe 3.4 [Évaluation et paiement], l'Entrepreneur a droit à un pourcentage des coûts justifiés desdits Matériaux et/ou Installations de chantier, tel qu'indiqué à l'Annexe 3.4 [Évaluation et paiement], à condition que les Installations de chantier et/ou Matériaux en question soient conformes au Contrat, délivrés et remisés de manière appropriée sur le Site, et protégés de toute perte, de tout dommage ou de toute détérioration, ou qu'il s'agisse d'Installations de chantier et/ou de Matériaux pour lesquels un paiement à l'expédition est prévu à l'Annexe 3.4 [Évaluation et paiement], et qu'ils aient été expédiés vers le Pays et le Site conformément au Contrat.
- d) Chaque Relevé doit se présenter sous la forme approuvée par le Représentant du Maître d'ouvrage et inclure les éléments suivants, selon les cas, indiqués dans la devise du Prix contractuel :
- i) la valeur du Contrat estimée des Travaux exécutés, y compris les Variations approuvées jusqu'à la fin de la période de paiement ;
  - ii) tout montant à ajouter et/ou déduire en raison de l'évolution de la Loi conformément à la Sous-Clause 9.5 [Ajustements en raison de l'évolution de la Loi] et de l'évolution des Coûts aux termes de la Sous-Clause 9.6 [Ajustements en raison de l'évolution des Coûts] ;
  - iii) tout montant à déduire au titre des retenues selon le taux/pourcentage de retenue indiqué à l'Annexe 1 [Détails du Contrat], jusqu'à ce que ce montant atteigne la limite des Retenues de garantie spécifiée à l'Annexe 1 [Détails du Contrat] ;
  - iv) tout montant à ajouter et/ou déduire au titre de l'acompte et des remboursements effectués conformément à la Sous-Clause 10.2 [Acompte] ;
  - v) tout montant à ajouter et/ou déduire pour les Installations de chantier et/ou Matériaux conformément à la présente Sous-Clause 10.3 et tel qu'indiqué à l'Annexe 3.4 [Évaluation et paiement] ;
  - vi) tout montant à ajouter conformément à la Sous-Clause 9.3 [Montants prévisionnels] ;
  - vii) tout montant à ajouter conformément à la Sous-Clause 9.4 [Journée de travail] ;
  - viii) tout montant à ajouter au titre du déblocage des Retenues de garantie en vertu de la Sous-Clause 10.5 [Déblocage des Retenues de garantie] ;
  - ix) tout autre ajout et/ou toute autre déduction exigés aux termes du Contrat ;
  - x) la déduction des montants certifiés dans tous les précédents Certificats de paiement provisoire ; et
  - xi) la TVA, à moins que le Maître d'ouvrage ait obtenu une exonération de la TVA auprès des Autorités compétentes au nom de l'Entrepreneur.
- e) Le Maître d'ouvrage n'étant lié par aucune somme qu'il a précédemment considérée comme due à l'Entrepreneur, il peut apporter des corrections ou modifications à tout paiement antérieur.

## 10.4 Certificat de paiement provisoire

---

- a) Dans les quarante-deux (42) jours suivant la réception du Relevé de l'Entrepreneur et des documents justificatifs fournis conformément à la Sous-Clause 10.3 [*Relevés de l'Entrepreneur*], le Maître d'ouvrage doit verser à l'Entrepreneur le montant figurant sur le Certificat de paiement provisoire, que le Représentant du Maître d'ouvrage certifie et estime être équitablement dû à l'Entrepreneur.
- b) Le Maître d'ouvrage peut retenir sur le Certificat de paiement provisoire :
  - i) les coûts liés aux travaux ou à l'obligation que l'Entrepreneur n'était ou n'est pas en mesure d'exécuter aux termes du Contrat ; et
  - ii) les coûts des Installations de chantier et/ou Matériaux fournis et des travaux achevés qui sont défectueux ou non conformes au Contrat.

## 10.5 Déblocage des Retenues de garantie

---

- a) L'Entrepreneur doit soumettre une demande :
  - i) pour la première moitié des Retenues de garantie applicables aux Travaux ou Lots des travaux réceptionnés (ou selon les cas), dans les quatorze (14) jours suivant la délivrance du Certificat de réception provisoire aux termes de la Sous-Clause 7.2 [*Certificat de réception provisoire*] ; et
  - ii) pour la seconde moitié des Retenues de garantie (ou solde restant), dans les quatorze (14) jours suivant la réception du Certificat d'achèvement complet applicable à l'ensemble des Travaux aux termes de la Sous-Clause 8.3 [*Certificat d'achèvement complet*].
- b) Le Maître d'ouvrage doit alors débloquer le montant correspondant aux Retenues de garantie dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception des demandes de l'Entrepreneur aux termes de la présente Sous-Clause 10.5, alinéa a).

## 10.6 Relevé établi à la réception provisoire

---

- a) Dans les quarante-deux (42) jours suivant la délivrance du Certificat de réception provisoire par le Représentant du Maître d'ouvrage aux termes de la Sous-Clause 7.2 [*Certificat de réception provisoire*], l'Entrepreneur doit soumettre au Représentant du Maître d'ouvrage un Relevé établi à la réception provisoire accompagné de justificatifs, conformément à la Sous-Clause 10.3 [*Relevés de l'Entrepreneur*], indiquant :
  - i) la valeur de tous les travaux réalisés aux termes du Contrat jusqu'à la Date d'achèvement des Travaux ou du Lot ;
  - ii) tout autre montant que l'Entrepreneur estime lui être dû à la Date d'achèvement des Travaux ou du Lot ;

- iii) tout montant pour lequel l'Entrepreneur a envoyé une Notification aux termes de la Sous-Clause 16.1 [*Notification de Réclamation*], correspondant aux Travaux ou Lots réceptionnés, que l'Entrepreneur estime lui être dû par le Maître d'ouvrage pour tous les événements et circonstances survenus jusqu'à la Date d'achèvement ; et
  - iv) toute Réclamation contestée relative à la totalité des Travaux ou au Lot concerné, le cas échéant.
- b) Le Maître d'ouvrage doit alors agir conformément à la Sous-Clause 10.4 [*Délivrance du Certificat de paiement provisoire*].
  - c) L'Entrepreneur n'est pas autorisé à formuler de Réclamation, et le Maître d'ouvrage est dégagé de toute nouvelle Réclamation ou majoration d'une Réclamation existante à l'égard du Maître d'ouvrage s'agissant du Prix contractuel ou autre, en ce qui concerne tous les événements et toutes les circonstances qui se sont produits jusqu'à la date de soumission du Relevé ou jusqu'à l'expiration des vingt-huit (28) jours suivant la délivrance du Certificat de réception provisoire par le Maître d'ouvrage pour un Lot ou la totalité des Travaux, selon la première éventualité.

## 10.7 Mémoire définitif

---

- a) L'Entrepreneur doit transmettre au Représentant du Maître d'ouvrage, dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception du Certificat d'achèvement complet aux termes de la Sous-Clause 8.3 [*Certificat d'achèvement complet*], un Mémoire définitif sous la même forme que le Relevé envoyé aux termes de la Sous-Clause 10.3 [*Relevés de l'Entrepreneur*] ainsi que toute documentation raisonnablement exigée pour s'assurer de la valeur du Contrat finale de tous les Travaux effectués conformément au Contrat.

## 10.8 Décharge

---

- a) Lors de la soumission du Mémoire définitif, l'Entrepreneur doit transmettre une décharge sous la forme prévue à l'Annexe 5.3 [*Formulaire de décharge*], confirmant que le total figurant sur ledit Mémoire représente le règlement intégral et final de tous les montants dus à l'Entrepreneur aux termes du Contrat ou en lien avec celui-ci.
- b) Ladite décharge doit indiquer que le total figurant sur le Mémoire définitif est soumis à tout paiement pouvant devenir exigible en raison d'un Litige quelconque pour lequel une procédure judiciaire ou d'arbitrage est en cours aux termes de la Sous-Clause 17 [*Résolution des Litiges*].

## 10.9 Certificat de paiement final

---

- a) Dans les quarante-deux (42) jours suivant la réception du Mémoire définitif et de la décharge aux termes de la Sous-Clause 10.7 [*Mémoire définitif*] et de la Sous-Clause 10.8 [*Décharge*], respectivement, le Maître d'ouvrage doit verser à l'Entrepreneur le montant figurant sur le Certificat de paiement final que le Représentant du Maître d'ouvrage certifie et considère comme définitivement dû à l'Entrepreneur.



## 10.10 Devise de paiement

---

- a) Les paiements doivent être effectués dans la ou les devises et proportions (dans le cas de paiements effectués dans plusieurs devises) indiquées à l'Annexe 1 [Détails du Contrat].
- b) Sauf accord contraire entre les Parties, les proportions ou montants en devises locales et étrangères, ainsi que les taux de change fixes à utiliser pour le calcul des paiements, doivent être ceux indiqués à l'Annexe 1 [Détails du Contrat].

## 10.11 Retard de paiement

---

- a) Si l'Entrepreneur ne reçoit pas les paiements dans les délais indiqués dans le Contrat, il doit percevoir des frais de financement composés calculés mensuellement à partir du montant impayé pendant toute la durée du retard selon le(s) taux et les indications détaillées précisés à l'Annexe 1 [Détails du Contrat], lesdits frais étant calculés à compter de la date d'échéance du montant figurant sur le Certificat de paiement provisoire et jusqu'à la date à laquelle le paiement est reçu du Maître d'ouvrage.

## 10.12 Compensation

---

- a) Sans préjudice de tout autre droit dont il pourrait bénéficier, le Maître d'ouvrage peut compenser tout montant qui lui est dû par l'Entrepreneur aux termes du Contrat par tout montant qu'il doit à l'Entrepreneur en vertu du Contrat.

## 10.13 Audit et inspections

---

- a) Chaque paiement versé par le Maître d'ouvrage à l'Entrepreneur peut faire l'objet d'un audit a posteriori, réalisé par les auditeurs internes ou externes du Maître d'ouvrage ou par d'autres agents autorisés et qualifiés du Maître d'ouvrage, et ce, à tout moment pendant la durée du Contrat et sur une période de deux (2) ans suivant l'expiration ou la résiliation anticipée du Contrat. Le Maître d'ouvrage a le droit d'obtenir auprès de l'Entrepreneur le remboursement des montants qui, d'après de tels audits, ont été payés par le Maître d'ouvrage autrement que conformément aux conditions du Contrat.
- b) L'Entrepreneur reconnaît et convient que le Maître d'ouvrage peut, de manière ponctuelle, mener des inspections portant sur tout aspect du Contrat ou de l'adjudication de ce dernier, sur les obligations exécutées en vertu du Contrat, ainsi que sur les activités de l'Entrepreneur se rapportant, d'une manière générale, à l'exécution des obligations énoncées dans le Contrat. Le droit du Maître d'ouvrage de mener une inspection et l'obligation de l'Entrepreneur de se conformer à une telle inspection ne sauraient prendre fin au moment de la délivrance du Certificat d'achèvement complet ni de la résiliation du Contrat.

- c) L'Entrepreneur doit coopérer pleinement et diligemment à de tels audits a posteriori, contrôles ou inspections. Ladite coopération comprend, sans s'y limiter, l'obligation de mettre à disposition le Personnel de l'Entrepreneur, ainsi que toute la documentation pertinente à de telles fins, selon des délais et des conditions raisonnables, et de permettre l'accès du Maître d'ouvrage aux locaux de l'Entrepreneur, à des heures et selon des conditions raisonnables, afin d'accéder audit Personnel de l'Entrepreneur et à ladite documentation pertinente.
- d) L'Entrepreneur doit exiger de ses agents, y compris, sans toutefois s'y limiter, ses avocats, ses comptables ou autres conseillers, qu'ils fassent preuve d'une coopération raisonnable dans le cadre de toute inspection, tout audit a posteriori ou tout contrôle effectué(e) par le Maître d'ouvrage.

## **10.14 Évaluation des prestations de l'Entrepreneur**

---

- a) Le Maître d'ouvrage doit évaluer les prestations fournies par l'Entrepreneur aux termes du Contrat. L'Entrepreneur doit entièrement et diligemment coopérer auxdites évaluations.

# 11 RÉSILIATION PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

## 11.1 Notification de rectification

---

- a) Si l'Entrepreneur ne s'acquitte pas de l'une quelconque des obligations qui lui incombent aux termes du Contrat, le Représentant du Maître d'ouvrage peut, sur Notification de rectification, lui demander de remédier à un tel manquement dans un certain délai.
- b) Ladite Notification de rectification doit :
  - i) décrire le manquement reproché à l'Entrepreneur ;
  - ii) indiquer la Sous-Clause et/ou la ou les dispositions du Contrat dont relève l'obligation de l'Entrepreneur ; et
  - iii) spécifier un délai raisonnable dans lequel l'Entrepreneur doit remédier au manquement qui lui est reproché.
- c) Dans les sept (7) jours au plus tard suivant la réception de la Notification de rectification, l'Entrepreneur doit transmettre au Représentant du Maître d'ouvrage une Notification décrivant les mesures qui seront prises par l'Entrepreneur pour remédier au manquement qui lui est reproché dans le délai indiqué dans la Notification de rectification.
- d) Un tel délai ne donne pas droit à une Prolongation de délai.

## 11.2 Résiliation pour manquement de la part de l'Entrepreneur

---

- a) Le Maître d'ouvrage a le droit d'avertir l'Entrepreneur, par le biais d'une Notification, de son intention de résilier le Contrat si l'Entrepreneur :
  - i) n'a pas pris toutes les mesures concrètes nécessaires pour remédier au manquement qui lui est reproché dans le délai indiqué dans la Notification de rectification aux termes de la Sous-Clause 11.1 [*Notification de rectification*], dès lors que le manquement en question constitue un manquement grave aux obligations qui incombent à l'Entrepreneur aux termes du Contrat ;
  - ii) abandonne les Travaux ou montre de toute autre manière ne pas avoir l'intention de continuer à s'acquitter des obligations qui lui incombent aux termes du Contrat ;
  - iii) n'exécute pas les Travaux avec diligence tel que prévu par la Sous-Clause 6.1 [*Commencement des Travaux*] ;
  - iv) ne se conforme pas aux dispositions de la Sous-Clause 4.2 [*Garantie de bonne exécution*] ;
  - v) ne s'acquitte pas des obligations qui lui incombent aux termes de la Clause 15 [*Assurance*] ; ou
  - vi) ne respecte pas ses obligations contractuelles de toute autre manière.

- b) À moins que l'Entrepreneur se conforme à la Notification d'intention de résiliation du Contrat transmise aux termes de la présente Sous-Clause 11.2, alinéa a), et remédie au problème soulevé dans les quatorze (14) jours suivant la réception de ladite Notification, le Maître d'ouvrage peut immédiatement résilier le Contrat sur Notification de résiliation. La date de résiliation doit être la date indiquée à l'Entrepreneur dans la Notification de résiliation.
- c) Dans les cas mentionnés à la Sous-Clause 11.2, alinéa c), points i) à iv), le Maître d'ouvrage a le droit de résilier le Contrat immédiatement sur Notification de résiliation, sans envoyer de Notification d'intention de résiliation, si l'Entrepreneur :
  - i) est déclaré insolvable aux termes de toute Loi applicable ;
  - ii) ne respecte pas les dispositions des Sous-Clauses 4.18 [*Mines*], 4.19 [*Interdiction de l'octroi d'avantages et Pratiques interdites*], 4.25 [*Principes et droits fondamentaux au travail*], 4.26 [*Travail des enfants*], 4.27 [*Prévention du harcèlement, de l'exploitation et des abus sexuels*] ou 6.5 [*Pénalités de retard*] ;
  - iii) fournit une garantie, une assurance, un certificat, un relevé, des résultats de contrôle ou tout autre document qu'il est tenu de soumettre aux termes du Contrat qui sont contrefaits ou intentionnellement trompeurs ; ou
  - iv) sous-traite tout ou partie des Travaux, manquant ainsi à la Sous-Clause 4.4 [*Sous-traitance*], ou encore cède ou transfère le Contrat sans l'accord préalable qui est requis du Maître d'ouvrage aux termes de la Sous-Clause 1.7 [*Cession ou novation*].
- d) Une fois le Contrat résilié aux termes de la présente Sous-Clause 11.2, l'Entrepreneur doit :
  - i) se conformer sans délai à toute instruction raisonnable fournie dans la Notification transmise par le Maître d'ouvrage aux termes de la présente Sous-Clause 11.2 en ce qui concerne le transfert de tout contrat de sous-traitance ainsi que la protection de la vie ou des biens, ou la sécurité des Travaux ;
  - ii) fournir au Maître d'ouvrage tout Bien que le Maître d'ouvrage ou le Représentant du Maître d'ouvrage demande, par écrit, à utiliser pour l'achèvement des Travaux, tous les Documents de l'Entrepreneur ainsi que tous les documents de conception réalisés par ou pour l'Entrepreneur ; et
  - iii) démobiliser et laisser le Site dans un état propre et sûr, sans quoi le Maître d'ouvrage est autorisé à restreindre l'accès de l'Entrepreneur au Site.
- e) Une fois le Contrat résilié aux termes de la présente Sous-Clause 11.2, le Maître d'ouvrage peut achever les Travaux et/ou prendre les dispositions nécessaires pour que d'autres entités s'en chargent.

## 11.3 Évaluation et paiement après résiliation

---

- a) Une fois le Contrat résilié aux termes de la Sous-Clause 11.2 [*Résiliation pour manquement de la part de l'Entrepreneur*], le Représentant du Maître d'ouvrage doit approuver ou déterminer les coûts liés aux Travaux, aux Installations de chantier et aux Documents de l'Entrepreneur ainsi que toute autre somme due à l'Entrepreneur pour le travail achevé conformément au Contrat.
- b) L'estimation de ces montants doit tenir compte de tout ajout et/ou toute déduction, et du solde dû (le cas échéant).
- c) Les tarifs indiqués dans le Contrat doivent être utilisés comme base d'évaluation une fois que celui-ci a été résilié ou, à défaut, le Représentant du Maître d'ouvrage doit effectuer une évaluation raisonnable desdits montants.
- d) Le Maître d'ouvrage peut retenir tout paiement dû à l'Entrepreneur jusqu'à ce que l'intégralité des coûts, pertes et dommages occasionnés au Maître d'ouvrage (le cas échéant) ait été déterminée.
- e) Le Maître d'ouvrage doit être autorisé à demander à l'Entrepreneur le remboursement des éléments suivants :
  - i) frais supplémentaires liés à l'exécution des travaux et tout autre coût raisonnablement engagé par le Maître d'ouvrage ;
  - ii) pertes et dommages subis par le Maître d'ouvrage dans le cadre de l'exécution des Travaux ;
  - iii) Pénalités de retard, si le Contrat est résilié après le Délai d'achèvement aux termes de la Sous-Clause 11.2 [*Résiliation pour manquement de la part de l'Entrepreneur*] ; et
  - iv) montants de l'acompte en souffrance.

## 11.4 Résiliation à la convenance du Maître d'ouvrage

---

- a) Le Maître d'ouvrage peut, à son entière discrétion, résilier le Contrat à sa convenance, à tout moment, sur Notification de résiliation adressée à l'Entrepreneur.
- b) La résiliation du Contrat aux termes de la présente Sous-Clause 11.4 prend effet vingt-huit (28) jours après la réception de la Notification par l'Entrepreneur.
- c) Le Maître d'ouvrage doit ensuite restituer à l'Entrepreneur la Garantie de bonne exécution dans les vingt et un (21) jours suivant la date à laquelle la résiliation du Contrat prend effet.
- d) Tant et aussi longtemps que l'Entrepreneur n'a pas reçu la somme correspondant à la valeur des travaux achevés ajustée de tout montant auquel a droit le Maître d'ouvrage aux termes du Contrat, le Maître d'ouvrage ne doit pas réaliser les Travaux (ni aucune partie des Travaux) ni prendre les dispositions nécessaires pour que d'autres entités s'en chargent.

## 11.5 Évaluation et paiement après résiliation à la convenance du Maître d'ouvrage

---

- a) Une fois le Contrat résilié aux termes de la Sous-Clause 11.4 [*Résiliation à la convenance du Maître d'ouvrage*], l'Entrepreneur doit, dès que possible, transmettre les justificatifs détaillés (tel que raisonnablement exigé par le Représentant du Maître d'ouvrage) relatifs aux éléments suivants :
  - i) coût des travaux achevés, en incluant les points décrits à la Sous-Clause 14.5, alinéa b) [*Résiliation facultative et paiement*] ; et
  - ii) montant correspondant à tout manque à gagner ou aux autres pertes ou dommages subis par l'Entrepreneur en raison de la résiliation du Contrat.
- b) Le Représentant du Maître d'ouvrage doit alors procéder conformément à la Sous-Clause 14.5, alinéa c) [*Résiliation facultative et paiement*].

## 12 SUSPENSION ET RÉSILIATION PAR L'ENTREPRENEUR

### 12.1 Suspension

---

- a) Aux termes de la présente Sous-Clause 12.1, l'Entrepreneur peut suspendre (ou ralentir) les travaux en adressant une Notification au Maître d'ouvrage vingt et un (21) jours avant, dès lors que ce dernier n'est pas en mesure de :
  - i) verser à l'Entrepreneur les montants qui lui sont dus dans le délai indiqué dans le Contrat ; et/ou
  - ii) se conformer aux obligations qui lui incombent en vertu du Contrat, ce qui constitue un manquement grave au Contrat.
- b) Les travaux sont alors suspendus tant et aussi longtemps que le Maître d'ouvrage n'a pas remédié au manquement qui lui est reproché aux termes de la présente Sous-Clause 12.1, alinéa a).

### 12.2 Résiliation par l'Entrepreneur

---

- a) L'Entrepreneur peut, par Notification, avertir le Maître d'ouvrage de son intention de résilier le Contrat (en renvoyant à la présente Sous-Clause 12.2 et en mentionnant le manquement reproché) dès lors que :
  - i) le Maître d'ouvrage n'a pas remédié au manquement qui lui est reproché aux termes de la Sous-Clause 12.1 [*Suspension*] dans les vingt et un (21) jours suivant la date à laquelle les Travaux ont été suspendus par l'Entrepreneur ; et/ou
  - ii) la suspension prolongée (supérieure à cent quatre-vingts [180] jours consécutifs) d'une partie des Travaux a une incidence sur la totalité des Travaux, comme décrit à la Sous-Clause 6.6, alinéa c) [*Suspension imposée par le Maître d'ouvrage*].
- b) À moins que le Maître d'ouvrage ne remédie au problème décrit dans la Notification qui lui a été transmise aux termes de la présente Sous-Clause 12.2, alinéa a), dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la Notification, l'Entrepreneur peut résilier le Contrat sans délai en adressant une deuxième Notification au Maître d'ouvrage.
- c) La date de résiliation doit alors correspondre à la date à laquelle le Maître d'ouvrage reçoit ladite deuxième Notification.

### 12.3 Paiement après résiliation par l'Entrepreneur

---

- a) Une fois le Contrat résilié aux termes de la Sous-Clause 12.2 [*Résiliation par l'Entrepreneur*], le Maître d'ouvrage doit rapidement verser à l'Entrepreneur :
  - i) les sommes décrites à la Sous-Clause 14.5 [*Résiliation facultative et paiement*] ; et

- ii) sous réserve que l'Entrepreneur se soit conformé aux dispositions de la Sous-Clause 16.1 [*Notification de Réclamation*], le montant correspondant à tout manque à gagner ou aux autres pertes ou dommages subis par ce dernier en raison de la résiliation du Contrat.
- b) Le Maître d'ouvrage doit retourner la Garantie de bonne exécution à l'Entrepreneur, partiellement ou en totalité, dans les meilleurs délais.



## 13 RISQUES ET RESPONSABILITÉ

### 13.1 Protection des Travaux par l'Entrepreneur

---

- a) À moins que le Contrat ne soit résilié, l'Entrepreneur doit assumer l'entière responsabilité de la protection des Travaux, des Biens et des Documents de l'Entrepreneur à partir de la Date de commencement jusqu'à la délivrance du Certificat de réception provisoire des Travaux, conformément aux dispositions de la Sous-Clause 7.2 [*Certificat de réception provisoire*], date à laquelle la responsabilité de la protection des Travaux (ou de tout Lot ou toute partie des Travaux, selon le cas) est transférée au Maître d'ouvrage.
- b) L'Entrepreneur doit continuer d'assumer la responsabilité de la protection de tout Lot ou toute partie des Travaux encore en cours à la Date d'achèvement, jusqu'à ce que lesdits travaux en souffrance aient été achevés.
- c) Si les Travaux, les Biens ou les Documents de l'Entrepreneur font l'objet d'une perte ou d'un dommage quelconque au cours de la période durant laquelle l'Entrepreneur est responsable de leur protection, pour une quelconque raison, excepté tel que mentionné à la Sous-Clause 13.2 [*Risques pour le Maître d'ouvrage*], l'Entrepreneur doit remédier à la perte ou au dommage en question à ses propres frais et risques, afin que les Travaux, les Biens et les Documents de l'Entrepreneur soient conformes au Contrat.

### 13.2 Risques pour le Maître d'ouvrage

---

- a) Pour le Maître d'ouvrage, les risques sont les suivants :
  - i) tout retard ou toute interruption provoqué(e) par une Variation, sauf lorsque ladite Variation est due à un manquement, un acte, une omission ou un manquement à ses obligations contractuelles de la part de l'Entrepreneur ;
  - ii) tout retard, empêchement ou obstacle causé par le Maître d'ouvrage, son Personnel ou tout autre entrepreneur engagé par le Maître d'ouvrage sur le Site, ou imputable à ces derniers ;
  - iii) toute omission, tout manquement ou tout acte négligent commis par le Maître d'ouvrage ou ses agents, employés ou tout autre entrepreneur ou consultant ;
  - iv) une entrave, temporaire ou permanente, de tout droit de passage, d'éclairage, d'occupation de l'espace vertical et d'accès à l'eau ou de toute autre servitude (autre que celles découlant de la méthode de construction employée par l'Entrepreneur) dont il a été convenu avec l'Entrepreneur ou qui est nécessaire pour réaliser les Travaux conformément au Contrat ;
  - v) l'utilisation ou l'occupation de toute partie des Travaux permanents par le Maître d'ouvrage, sauf dans les cas indiqués dans le Contrat, avant que soit délivré le Certificat de réception provisoire ;

- vi) tout défaut, toute erreur, toute défectuosité ou toute omission liés à un élément quelconque des plans de conception des Travaux fournis par le Maître d'ouvrage ; et/ou
- vii) tout cas de Force majeure tel que décrit à la Sous-Clause 14.1 [*Force majeure*].

### 13.3 Conséquences des risques pour le Maître d'ouvrage

---

- a) Si et dans la mesure où l'un des cas énumérés à la Sous-Clause 13.2 [*Risques pour le Maître d'ouvrage*] survient et entraîne des pertes ou des dommages ayant une incidence sur les Travaux, les Matériaux, les Installations de chantier et les Documents contractuels, l'Entrepreneur doit en avertir le Représentant du Maître d'ouvrage par Notification dans les plus brefs délais. L'Entrepreneur doit alors remédier à toute perte et/ou tout dommage d'un tel type dans la mesure indiquée par le Représentant du Maître d'ouvrage. Une telle instruction est réputée avoir été transmise aux termes de la Sous-Clause 9.1 [*Droit de Variation*].
- b) Si l'Entrepreneur a engagé des Coûts pour remédier à toute perte et/ou tout dommage subis, et/ou qu'il a ainsi été retardé, aux termes de la Sous-Clause 16.1 [*Notification de Réclamation*], il est habilité à bénéficier :
  - i) d'une Prolongation de délai pour tout retard d'un tel type, dans le cas où le Délai d'achèvement est ou sera retardé, conformément à la Sous-Clause 6.4 [*Prolongation de délai*] ; et
  - ii) du remboursement de tous les Coûts engagés, lesquels doivent être ajoutés au Prix contractuel en tant que Variation. Dans les cas indiqués à la Sous-Clause 13.2 [*Risques pour le Maître d'ouvrage*], alinéa a), points i), ii), iii), v) et vi), les bénéfices doivent également être inclus.

### 13.4 Responsabilités et indemnités

---

- a) Le Maître d'ouvrage et l'Entrepreneur sont responsables des obligations qui leur incombent respectivement aux termes du Contrat et doivent indemniser l'autre Partie pour tout dommage qu'elle aurait subi en raison d'un manquement à ses obligations ou d'une omission. Toute réclamation ou tout litige existant entre les Parties à un tel égard doivent être résolus conformément à la Clause 17 [*Résolution des Litiges*].
- b) S'il est amené à défendre le Maître d'ouvrage, l'Entrepreneur ne saurait conclure un quelconque accord de règlement, convenir d'un quelconque règlement ou autre compromis, ou du règlement d'une quelconque réclamation sans l'approbation écrite préalable du Maître d'ouvrage.
- c) Aucune des Parties ne doit être tenue responsable envers l'autre Partie des pertes ou préjudices indirects ou consécutifs qui pourraient être subis par l'autre Partie en relation avec le Contrat, sauf dans les cas prévus par le Contrat.
- d) La présente Sous-Clause 13.4 ne limite pas la responsabilité dans les cas de fraude, de négligence grave, de faute intentionnelle ou de conduite inconsidérée de la Partie défaillante.

## 14 FORCE MAJEURE

### 14.1 Force majeure

---

- a) Conformément à la présente Sous-Clause 14.1, alinéa b), il y a cas de Force majeure lorsque les conditions relatives aux cas de Force majeure définies à la Sous-Clause 1.1 [*Définitions*] sont remplies et que l'on se trouve face aux circonstances ou aux faits suivants, entre autres :
  - i) une guerre (qu'elle soit déclarée ou non), une invasion, ou un acte d'ennemis étrangers dans le Pays ;
  - ii) une rébellion, des actes de terrorisme, une révolution, une insurrection, un coup d'État militaire, une usurpation du pouvoir ou une guerre civile dans le Pays ;
  - iii) l'emploi de munitions de guerre, l'existence de radiations ionisantes ou d'une contamination radioactive dans le Pays, sauf s'ils sont attribuables à l'utilisation par l'Entrepreneur de telles munitions, de tels explosifs, de tels rayonnements ou d'une telle radioactivité ;
  - iv) une épidémie ou une pandémie déclarée dans le Pays par les Autorités sanitaires ;
  - v) des mesures et/ou actions prises par les Autorités empêchant de réaliser les Travaux conformément au Contrat. Les mesures et/ou actions de ce type ne constituent pas un cas de Force majeure si elles ont été prises par les Autorités parce que l'Entrepreneur ne s'est pas conformé aux Lois, réglementations et procédures applicables ; ou
  - vi) un séisme, un ouragan, un typhon, un tsunami, une activité volcanique, un incendie ou toute autre catastrophe naturelle hors norme pour le lieu concerné à l'époque de l'année dont il est question, à l'exclusion de toute autre condition météorologique qui aurait dû être raisonnablement anticipée par la Partie invoquant un cas de Force majeure et qui n'était pas particulièrement néfaste.
- b) L'Entrepreneur reconnaît et convient qu'il est tenu d'exécuter l'une quelconque des obligations qui lui incombent aux termes du Contrat dans des régions où les Nations Unies, y compris le Maître d'ouvrage, participent ou se préparent à participer à des opérations humanitaires et de maintien de la paix ainsi qu'à des activités de relèvement après une catastrophe ou des efforts similaires, ou au contraire s'en désengagent, et tout retard ou manquement vis-à-vis desdites obligations résultant directement ou indirectement des conditions difficiles desdites régions ne constitue pas, en lui-même, un cas de Force majeure, à moins que les conditions relatives aux cas de Force majeure définies à la Sous-Clause 1.1 [*Définitions*] soient remplies.

## 14.2 Notification de Force majeure

---

- a) Si une Partie est empêchée, à quelque moment que ce soit, d'exécuter l'une quelconque des obligations qui lui incombent aux termes du Contrat en raison d'un cas de Force majeure (ci-après, la « Partie affectée »), elle doit avertir l'autre Partie de l'événement ou des circonstances constituant ledit cas de Force majeure, et mentionner les obligations qu'elle ne peut ou ne pourra exécuter.
- b) Ladite Notification doit être transmise dès que possible, et dans un délai maximal de sept (7) jours après que la Partie affectée a pris conscience, ou aurait dû prendre conscience, conformément aux Règles de l'art, du fait que l'événement ou les circonstances en question constituent un cas de Force majeure. S'il n'est pas possible d'avertir l'autre Partie, et ce, strictement en raison du cas de Force majeure, ladite Notification doit être transmise dans les trois (3) jours suivant la reprise de tout moyen de communication entre les Parties.
- c) La Partie affectée doit alors être dispensée de s'acquitter desdites obligations tant que le cas de Force majeure l'en empêche.
- d) Nonobstant toute autre disposition de la présente Clause 14 [*Force majeure*], un cas de Force majeure ne saurait affecter les obligations de l'une ou l'autre des Parties de verser des paiements à l'autre Partie aux termes du Contrat.
- e) Nonobstant toute autre disposition de la présente Clause 14 [*Force majeure*], un cas de Force majeure ne saurait exonérer quelque Partie d'une obligation née avant que survienne un tel événement, y compris la protection des Travaux préalable à la délivrance d'un Certificat de réception provisoire.

## 14.3 Devoir de réduire au maximum tout retard

---

- a) Chaque Partie doit déployer en toutes circonstances tous les efforts raisonnables pour réduire au maximum tout retard résultant d'un cas de Force majeure, et surmonter les effets néfastes d'un tel retard sur l'exécution des obligations qui lui incombent aux termes du Contrat.
- b) Lorsqu'un cas ou une situation de Force majeure cesse de l'affecter, la Partie affectée doit en informer l'autre Partie par notification, en tout état de cause, dans un délai maximal de sept (7) jours. La Partie affectée doit alors, dès que raisonnablement possible, reprendre l'exécution des obligations qui lui incombent aux termes du Contrat.

## 14.4 Conséquence d'un cas de Force majeure

---

- a) Si l'Entrepreneur ne peut s'acquitter de l'une quelconque des obligations qui lui incombent aux termes du Contrat en raison d'un cas de Force majeure, au motif duquel une Notification a été envoyée aux termes de la Sous-Clause 14.2 [*Notification de Force majeure*], et que les Travaux sont retardés et/ou suspendus pour ladite raison, l'Entrepreneur a droit, sous réserve de la Sous-Clause 16.1 [*Notification de Réclamation*], à une Prolongation de délai dans le cas où le Délai d'achèvement est ou sera repoussé, à quelque moment que ce soit, conformément à la Sous-Clause 6.4 [*Prolongation de délai*].

- b) Après avoir reçu une Notification aux termes de la Sous-Clause 14.2 [*Notification de Force majeure*] et sous réserve de la Sous-Clause 16.1 [*Notification de Réclamation*], le Maître d'ouvrage doit agir afin d'approuver ou de déterminer les éléments figurant dans ladite Notification.
- c) Sans préjudice des droits dont bénéficie l'Entrepreneur aux termes de la Sous-Clause 13.3 [*Conséquences des risques pour le Maître d'ouvrage*], l'Entrepreneur n'a droit à aucun remboursement des Coûts supplémentaires engagés en raison d'un cas de Force majeure, et aucun ajustement ne peut être apporté au Prix contractuel à cause dudit cas de Force majeure.
- d) Afin de lever toute ambiguïté, si le Représentant du Maître d'ouvrage ordonne à l'Entrepreneur de mettre en œuvre des mesures d'atténuation en lien avec un cas de Force majeure, ces instructions sont réputées avoir été transmises aux termes de la Sous-Clause 9.1 [*Droit de Variation*].

## 14.5 Résiliation facultative et paiement

---

- a) Si la quasi-totalité des Travaux en cours ne peut avancer pendant une durée ininterrompue de quatre-vingt-quatre (84) jours, ou pendant plusieurs périodes dont la durée totale s'élève à plus de cent quarante (140) jours, en raison d'un cas de Force majeure ayant fait l'objet d'une Notification aux termes de la Sous-Clause 14.2 [*Notification de Force majeure*], alors l'une ou l'autre des Parties peut transmettre à l'autre une Notification de résiliation du Contrat. Dans ce cas, la résiliation du Contrat doit prendre effet quatorze (14) jours après la réception de la Notification émise par l'une ou l'autre des Parties. L'Entrepreneur doit alors agir conformément à la Sous-Clause 14.6 [*Obligations de l'Entrepreneur après résiliation*].
- b) Passée la date de résiliation, l'Entrepreneur doit, dès que possible, soumettre au Représentant du Maître d'ouvrage (avec copie au Maître d'ouvrage) des justificatifs détaillés, lesquels doivent inclure :
  - i) le coût des Travaux réalisés jusqu'à la date de résiliation et pour lesquels l'Entrepreneur n'a pas été payé ;
  - ii) les coûts réels des Matériaux et Installations de chantier conformes aux dispositions du Contrat ayant été raisonnablement livrés sur le Site ;
  - iii) toute somme payable à l'Entrepreneur aux termes de la Sous-Clause 16.1 [*Notification de Réclamation*] ; et
  - iv) les Coûts raisonnablement et dûment engagés aux fins de rapatriement et de démobilisation.
- c) Le Représentant du Maître d'ouvrage doit alors approuver ou déterminer le solde net dû à l'Entrepreneur, ajusté de tout montant auquel a droit le Maître d'ouvrage aux termes du Contrat. Le Maître d'ouvrage doit alors verser à l'Entrepreneur le montant ainsi déterminé ou convenu dans le Certificat de paiement provisoire délivré par le Représentant du Maître d'ouvrage conformément à la Sous-Clause 10.4 [*Certificat de paiement provisoire*], sans que l'Entrepreneur ait besoin d'établir un Relevé.

## 14.6 Obligations de l'Entrepreneur après résiliation

---

- d) Une fois le Contrat résilié aux termes de la Sous-Clause 12.2 [*Résiliation par l'Entrepreneur*], de la Sous-Clause 11.4 [*Résiliation à la convenance du Maître d'ouvrage*] ou de la Sous-Clause 14.5 [*Résiliation facultative et paiement*], l'Entrepreneur doit, sans délai :
- i) interrompre tous les travaux (sauf dans la mesure spécifiée dans la Notification de résiliation adressée par le Maître d'ouvrage) et prendre les mesures nécessaires ou exigées par le Maître d'ouvrage pour le transfert, la protection et la préservation des biens du Maître d'ouvrage, la protection de la vie ou des biens, ou la sécurité des Travaux ;
  - ii) remettre au Maître d'ouvrage tous les Documents de l'Entrepreneur, et livrer les Installations de chantier, Matériaux et autres travaux pour lesquels l'Entrepreneur a reçu un paiement ; et
  - iii) enlever tous les autres Biens du Site (excepté ce qui est nécessaire à des fins de sécurité) ainsi que l'ensemble des décombres, détritiques et débris, et laisser le Site dans un état propre et sûr.

## 15 ASSURANCE

### 15.1 Portée de la couverture

---

- a) L'Entrepreneur doit, au plus tard à la Date de commencement, souscrire puis conserver aux noms conjoints des Parties (dans la mesure du possible) les assurances valides et applicables suivantes, selon le cas :
  - i) assurance tous risques pour la construction – couvre les pertes et dommages subis par les Travaux, Matériaux, Installations de chantier, Documents de l'Entrepreneur et Équipements de l'Entrepreneur, pour un montant minimal couvrant l'intégralité des coûts de remise en état, y compris les coûts de démolition et d'enlèvement des débris ainsi que les frais et bénéfices professionnels ;
  - ii) assurance responsabilité civile – couvre la responsabilité des deux Parties en cas de décès ou blessure, ainsi que de perte ou dommage affectant des tierces parties ou leurs biens, qui résultent de la manière dont l'Entrepreneur s'acquitte des obligations qui lui incombent aux termes du Contrat, y compris la responsabilité de l'Entrepreneur pour tous dommages causés aux biens du Maître d'ouvrage autres que les Travaux ;
  - iii) assurance accidents du travail – couvre la responsabilité relative aux réclamations, dommages, pertes et dépenses ne résultant pas d'une faute ou relevant d'une négligence (frais de justice et dépenses compris) découlant de la réalisation des Travaux en cas de blessure, maladie ou décès de tout membre du Personnel de l'Entrepreneur. Le Maître d'ouvrage doit également être indemnisé, excepté dans la mesure où lesdites pertes et réclamations découlent de tout acte ou négligence du Maître d'ouvrage ou de son Personnel ; et
  - iv) toute autre assurance requise par la Loi, les associations professionnelles et les organismes sectoriels dans le Pays et celles citées dans l'Annexe 3.11 [*Exigences en matière d'assurance*].
- b) Si cela est indiqué à l'Annexe 3.11 [*Exigences en matière d'assurance*], l'Entrepreneur doit également souscrire et conserver une responsabilité civile professionnelle relative aux obligations qui lui incombent quant à la conception de la partie des Travaux, dans la mesure spécifiée dans le Contrat.
- c) L'Entrepreneur doit également souscrire et maintenir en état de validité et d'opposabilité, à tout moment, toute autre assurance requise par la Loi, et veiller à ce que ses Sous-traitants fassent de même.
- d) Sauf instruction contraire du Maître d'ouvrage, les assurances de l'Entrepreneur doivent être souscrites auprès d'assureurs de bonne réputation et dont la notation de solvabilité n'est pas inférieure à BBB chez Standard & Poor's, à Baa chez Moody's ou à BBB+ chez AM Best.

## 15.2 Modalités

---

- a) Toutes les assurances souscrites par l'Entrepreneur aux termes de la Sous-Clause 15.1 [*Portée de la couverture*] doivent être conformes aux exigences décrites à l'Annexe 3.11 [*Exigences en matière d'assurance*].
- b) L'Entrepreneur doit souscrire et conserver toutes les assurances requises auprès des assureurs et selon les conditions approuvées par le Maître d'ouvrage. L'Entrepreneur doit fournir au Maître d'ouvrage la preuve que toute police d'assurance exigée est en vigueur et que les primes ont été payées.
- c) Les assurances visées à la Sous-Clause 15.1 [*Portée de la couverture*] doivent :
  - i) mentionner ou clairement indiquer le Maître d'ouvrage comme coassuré ;
  - ii) contenir une clause de renonciation au recours subrogatoire de l'assureur contre chaque partie assurée, son personnel et ses agents (sauf lorsqu'un tel recours est dû à une action qui vicie) ; et
  - iii) prévoir la réception par le Maître d'ouvrage d'une notification écrite de l'assureur au moins quatorze (14) jours avant toute annulation, tout non-renouvellement ou toute modification.
- d) Tous les paiements versés par les assureurs pour des pertes ou dommages subis par les Travaux doivent être détenus conjointement par les Parties et utilisés pour la réparation des pertes ou dommages en question, ou comme compensation en cas de pertes ou de dommages ne pouvant être réparés.
- e) L'Entrepreneur doit être responsable du traitement des réclamations relatives aux polices d'assurance qu'il a souscrites. À cet effet, l'Entrepreneur doit tenir le Maître d'ouvrage dûment informé et solliciter sa coopération, ainsi que celle de ses conseillers professionnels.
- f) En l'absence de consentement écrit préalable du Maître d'ouvrage et de l'assureur (si la police d'assurance applicable l'exige), l'Entrepreneur ne doit pas :
  - i) reconnaître une quelconque responsabilité à l'égard d'une tierce partie ;
  - ii) négocier de quelque façon que ce soit en vue de parvenir à un règlement ou un compromis à l'égard de toute réclamation relative à une police d'assurance qu'il a souscrite ;
  - iii) parvenir à un règlement ou un compromis à l'égard de toute réclamation relative à une police d'assurance qu'il a souscrite ; ou
  - iv) entamer une procédure judiciaire ou d'arbitrage.
- g) L'Entrepreneur doit être responsable, au titre de l'une quelconque des assurances exigées aux termes de la Sous-Clause 15.1, alinéa a) [*Portée de la couverture*], de toute franchise, des commissions et autres coûts ou de l'impossibilité à recouvrer tout ou partie des montants. Dans ce cas de figure, l'Entrepreneur doit indemniser le Maître d'ouvrage au titre de ladite franchise, desdites commissions et desdits autres coûts, ou de l'impossibilité de recouvrer lesdits montants.



- h) Si l'Entrepreneur n'a pas souscrit ou conservé à tout moment l'une quelconque des assurances exigées aux termes de la Sous-Clause 15.1 [*Portée de la couverture*], ou s'il n'est pas en mesure de fournir des justificatifs satisfaisants ainsi que des exemplaires des polices d'assurance aux termes de la présente Sous-Clause 15.2, le Maître d'ouvrage peut, à sa discrétion, et sans préjudice de tout autre droit ou recours, après avoir donné notification par écrit à l'Entrepreneur, payer toute prime ou prendre toute autre mesure nécessaire pour souscrire ou maintenir en état de validité l'assurance requise, et ce, aux frais de l'Entrepreneur.
- i) Le non-respect ou le plein respect des dispositions du Contrat relatives aux assurances ne limitent ni ne suppriment les responsabilités et les obligations qui incombent à l'Entrepreneur en vertu du Contrat. Les montants non assurés ou non recouverts auprès des assureurs sont à la charge de l'Entrepreneur et/ou du Maître d'ouvrage conformément auxdites obligations ou responsabilités.
- j) Le coût des assurances souscrites par l'Entrepreneur est réputé avoir été inclus dans le Prix contractuel.
- k) Les obligations prévues à la présente Clause 15 [*Assurance*] demeurent en vigueur après l'exécution, la résiliation ou l'expiration du Contrat.

### 15.3 Défaut d'assurance

---

- a) Si l'Entrepreneur n'a pas souscrit ou conservé l'une quelconque des assurances mentionnées à la Sous-Clause 15.1 [*Portée de la couverture*], ou s'il n'est pas en mesure de fournir des justificatifs satisfaisants, une preuve ou des polices d'assurance, le Maître d'ouvrage peut, à sa discrétion, et sans préjudice de tout autre droit ou recours, résilier le Contrat sans délai sur Notification de résiliation, conformément à la Sous-Clause 11.2 [*Résiliation pour manquement de la part de l'Entrepreneur*].

# 16 RÉCLAMATIONS DE L'ENTREPRENEUR

## 16.1 Notification de Réclamation

---

- a) L'Entrepreneur doit avertir le Représentant du Maître d'ouvrage dès que possible, par Notification écrite et dans un délai maximal de quatorze (14) jours (ou dans le délai notifié par le Maître d'ouvrage), après que l'Entrepreneur a pris connaissance de tout événement ou de toutes circonstances susceptibles de retarder ou d'interrompre les Travaux, ou de donner lieu à une réclamation pour paiement, Coûts et/ou autres droits supplémentaires, ou à une exonération des obligations découlant, directement ou indirectement, du Contrat. L'Entrepreneur doit prendre toutes les mesures raisonnables et nécessaires pour atténuer et réduire au maximum les effets de l'événement ou des circonstances en question.
- b) Si l'Entrepreneur estime avoir droit à une Prolongation de délai et/ou à tout paiement supplémentaire en raison de l'événement ou des circonstances survenus, il doit alors, dans un délai maximal de vingt-huit (28) jours suivant la réception de la Notification soumise en vertu de la Sous-Clause 16.1, alinéa a), adresser au Représentant du Maître d'ouvrage une Réclamation dûment détaillée comprenant les éléments suivants :
  - i) une description détaillée de l'événement ou des circonstances donnant lieu à la Réclamation ;
  - ii) les fondements contractuels de la Réclamation, ainsi que tous les registres à jour ; et
  - iii) des précisions et des pièces justificatives détaillées concernant la Prolongation de délai demandée et décrivant la nature et la mesure de tous les Coûts ou paiements supplémentaires associés.
- c) Après réception de la Réclamation dûment détaillée transmise par l'Entrepreneur, le Représentant du Maître d'ouvrage doit évaluer ladite Réclamation ainsi que les justificatifs et registres annexes, et notifier son accord avec ladite Réclamation ou établir l'admissibilité de l'Entrepreneur (le cas échéant) aux éléments suivants en vertu du Contrat :
  - i) un paiement supplémentaire ; et/ou
  - ii) une Prolongation de délai.
- d) L'Entrepreneur n'a droit à aucune Prolongation de délai ni à aucun paiement ou Coûts supplémentaires s'il ne transmet pas de Notification de Réclamation dans les quatorze (14) jours prévus à la Sous-Clause 16.1, alinéa a), auquel cas il est réputé avoir renoncé à son droit de formuler une telle Réclamation. Le Maître d'ouvrage est alors dispensé de toute responsabilité découlant, directement ou indirectement, de l'événement ou des circonstances donnant lieu à la Réclamation, et l'Entrepreneur doit se conformer à ses obligations d'achever les Travaux dans le Délai d'achèvement et dans les limites du Prix contractuel.

## 17 RÉOLUTION DES LITIGES

### 17.1 Droit de jonction

---

- a) L'Entrepreneur et le Maître d'ouvrage s'engagent à résoudre les Litiges découlant du Contrat ou s'y rapportant conformément à la présente Clause 17 [*Résolution des Litiges*].
- b) Ils conviennent en outre que si le Maître d'ouvrage, après la signature du présent Contrat, conclut avec une autre partie un contrat ultérieur qui est lié aux Travaux, l'autre partie (par exemple, un autre consultant ou entrepreneur) peut devenir partie à la présente Clause 17 [*Résolution des Litiges*] au moyen d'une incorporation par renvoi dans le contrat ultérieur conclu entre le Maître d'ouvrage et l'autre partie. Dans ce cas, le Maître d'ouvrage doit informer l'Entrepreneur par écrit de cette incorporation par renvoi.

### 17.2 Résolution à l'amiable

---

- a) En cas de Litige entre les Parties, l'une ou l'autre des Parties peut informer le ou les représentants respectifs de l'autre ou des autres Parties de l'existence dudit Litige par Notification. Ladite Notification doit :
  - i) énoncer le fondement juridique et contractuel du Litige ;
  - ii) énoncer les faits à l'origine du Litige ;
  - iii) comprendre en annexe des copies de la correspondance et de tout document d'information pertinent ;
  - iv) contenir des précisions détaillées sur l'estimation quantitative du Litige ;  
et
  - v) être dûment signée par le signataire habilité de la Partie émettrice de la Notification.
- b) À réception de ladite Notification, la Partie destinataire peut se joindre à toute autre partie éventuellement devenue partie à la présente Clause 17 [*Résolution des Litiges*] au moyen d'une incorporation par renvoi aux termes de la Sous-Clause 17.1 [*Droit de jonction*], en mettant en copie la Partie émettrice de la Notification.
- c) Les représentants des Parties doivent alors tenter de régler le Litige à l'amiable. Si le Représentant du Maître d'ouvrage et le Représentant de l'Entrepreneur ne parviennent pas à régler le Litige à l'amiable dans un délai de vingt-huit (28) jours suivant la réception de la Notification, le Litige doit être renvoyé par l'une ou l'autre Partie aux Représentants de haut niveau des Parties, qui seront désignés par écrit par les Parties à ce moment.
- d) Si les Représentants de haut niveau des Parties ne parviennent pas à régler le Litige à l'amiable dans un délai de vingt-huit (28) jours suivant le renvoi dudit Litige, le Litige doit être résolu en dernier ressort par arbitrage, à la demande de l'une ou l'autre des Parties, conformément aux dispositions de la Sous-Clause 17.3 [*Arbitrage*].

## 17.3 Arbitrage

---

- a) Les Parties doivent régler en dernier ressort tout Litige survenant entre elles dans le cadre du Contrat et des contrats énoncés à la Sous-Clause 17.1 [*Droit de jonction*], ou en relation avec ceux-ci, à la demande de l'une ou l'autre des Parties, par voie d'arbitrage, conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international dans sa version la plus récente (le « Règlement »).
- b) Toute Partie à la présente Clause 17 [*Résolution des Litiges*] (soit directement soit en vertu de la Sous-Clause 17.1 [*Droit de jonction*]) peut, soit séparément soit conjointement avec toute autre partie à la présente Clause 17 [*Résolution des Litiges*], intenter une procédure d'arbitrage contre une ou plusieurs parties à la présente Clause 17 [*Résolution des Litiges*].
- c) Toute Partie à la présente Clause 17 [*Résolution des Litiges*] désignée comme Défendeur dans une Notification d'arbitrage peut se joindre à toute autre partie éventuellement devenue partie à la présente Clause 17 [*Résolution des Litiges*] au moyen d'une incorporation par renvoi aux termes de la Sous-Clause 17.1 [*Droit de jonction*] dans la procédure d'arbitrage, en envoyant une Notification de jonction à l'autre ou aux autres parties dans un délai de trente (30) jours suivant la réception par ledit Défendeur de la Notification d'arbitrage en question, de concert avec sa réponse à la Notification d'arbitrage adressée à la Partie ayant sollicité l'arbitrage. Dans ce cas, la ou les parties qui ont reçu la Notification de jonction disposent d'un délai de trente (30) jours pour répondre à la Notification d'arbitrage et à la Notification de jonction avant que la procédure puisse continuer.
- d) Trois (3) arbitres doivent être désignés selon la procédure énoncée à la Sous-Clause 17.3, alinéas e) à g).
- e) Si la Notification d'arbitrage ne nomme qu'un (1) seul Demandeur et un (1) seul Défendeur et qu'aucune Partie n'a exercé son droit de jonction conformément à la Sous-Clause 17.1 [*Droit de jonction*], chaque Partie doit désigner un (1) Arbitre dans un délai de quatorze (14) jours suivant l'expiration de la période pendant laquelle les parties peuvent exercer leur droit de jonction. Les deux (2) Arbitres doivent nommer le troisième Arbitre, qui devra agir en qualité d'arbitre président.
- f) Si plus de deux (2) Parties sont nommées dans la Notification d'arbitrage, ou si au moins une (1) des Parties exerce son droit de jonction, le ou les Demandeurs doivent désigner (conjointement) un (1) Arbitre et le ou les Défendeurs doivent désigner (conjointement) l'autre Arbitre, chacun dans un délai de quatorze (14) jours suivant l'expiration de la période pendant laquelle les Parties peuvent exercer leur droit de jonction. Si le ou les Demandeurs et le ou les Défendeurs nomment les arbitres conformément aux présentes, les deux (2) Arbitres doivent ensuite nommer le troisième Arbitre, qui devra agir en qualité d'arbitre président. Si une (1) des Parties ou les deux Parties ne nomment pas d'Arbitre conformément aux présentes, le Secrétaire général de la Cour permanente d'arbitrage doit, à la demande d'une quelconque partie, nommer les trois (3) Arbitres pour leur compte et désigner un (1) arbitre président parmi eux.

- g) Si plus d'une (1) procédure d'arbitrage est intentée en vertu de la présente Clause 17 [*Résolution des Litiges*] (soit directement, soit aux termes de la Sous-Clause 17.1 [*Droit de jonction*]) et si l'une quelconque des Parties aux procédures estime que deux (2) procédures d'arbitrage ou plus sont liées de manière substantielle et que les questions doivent être entendues dans le cadre d'une (1) seule procédure, les arbitres sélectionnés pour la procédure qui a été intentée en premier doivent décider si, dans l'intérêt de la justice et de l'efficacité, les procédures doivent être regroupées devant lesdits Arbitres.
- h) La procédure d'arbitrage se déroulera sans détermination du lieu de l'arbitrage et ne sera soumise aux lois et à la juridiction d'aucun pays. En cas d'audience en présentiel, les Parties pourront convenir du lieu de tenue de l'audience ou, en l'absence d'accord à ce sujet entre les Parties, les arbitres pourront décider du lieu de tenue de l'audience. Toutefois, ni l'accord des Parties ni la décision des arbitres quant au lieu de tenue d'une audience en présentiel ne vaudra accord ou décision sur le lieu de l'arbitrage, ni ne conduira à l'application des lois et de la juridiction d'un pays quelconque, ni ne pourra être interprété comme une renonciation, expresse ou implicite, aux privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies, y compris de ses organes subsidiaires.
- i) La langue à utiliser pour la procédure arbitrale est le français.
- j) Les décisions des Arbitres doivent être orientées par les principes généraux du droit commercial international tels que codifiés par l'Institut international pour l'unification du droit privé en vigueur à la Date d'entrée en vigueur du Contrat, en tant que Loi applicable au Contrat.
- k) Les Arbitres n'ont pas le pouvoir d'octroyer des dommages-intérêts punitifs. En outre, les arbitres n'ont pas le pouvoir d'octroyer des intérêts au-delà du *Secured Overnight Financing Rate (SOFR)*, ou taux de financement garanti au jour le jour, de la *Federal Reserve Bank of New York*, ou Banque fédérale de réserve des États-Unis à New York, alors en vigueur, et il doit s'agir, en tout état de cause, d'intérêts simples.
- l) Toute sentence arbitrale rendue à l'issue de cette procédure doit être opposable aux Parties et régler définitivement tout Litige.
- m) La procédure arbitrale ainsi que les informations et les documents y afférents doivent être soumis à l'obligation de confidentialité aux termes de la Sous-Clause 1.9 [*Documents et informations confidentiels*].

## **17.4 La résolution d'un Litige ne doit pas retarder les Travaux**

---

- a) L'Entrepreneur doit poursuivre les Travaux et continuer de s'acquitter des autres obligations qui lui incombent aux termes du Contrat ou en lien avec celui-ci, et ce, quelles que soient les éventuelles procédures de résolution des Litiges engagées aux termes de la présente Clause 17 [*Résolution des Litiges*].

## **17.5 Survie**

---

- a) Les dispositions de la présente Clause 17 [*Résolution des Litiges*] demeurent en vigueur après l'exécution, l'expiration ou la résiliation du Contrat.